



REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

PARTOUT EN EUROPE Les ouvriers reprennent le chemin de la lutte

Ils sont déjà loin, les discours sur la reprise économique que les bourgeoisies des pays développés annonçaient pour l'année 1993; ils ont vite montré qu'ils n'étaient que des mensonges destinés à faire gober aux prolétaires les nouveaux plans d'austérité qui vont les frapper avec une violence sans précédent depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Car ce sont toutes les économies des pays "riches" qui sont prises à la gorge par l'aggravation catastrophique de la crise, les engageant à lancer des attaques féroces. Tous, sans exception, les derniers "phares" de l'économie mondiale comme l'Allemagne et le Japon en tête, annoncent la couleur : récession qui va ravager des pans entiers des sec-

■ Aussi, les ouvriers d'Europe occidentale s'y trompent de moins en moins, et, malgré les difficultés et la paralysie qu'ils ont connues durant ces trois dernières années, malgré les coups portés à leur conscience par le battage assourdissant des campagnes bourgeoises sur la "fin de la classe ouvrière", aujourd'hui ils repartent au combat. Les bourgeoisies européennes ne s'y

teurs industriels de pointe, et amener l'élimination des sites industriels les plus archaïques et les moins rentables comme dans la sidérurgie ou les mines de charbon; c'est-à-dire pour tous les ouvriers, partout, "dégraissages" draconiens, licenciements et chômage massifs, sans aucun espoir de retrouver un jour un emploi, mais aussi baisses des salaires pour ceux qui ont encore du travail, accélération des cadences et aggravation généralisée des conditions de travail, accentuation de l'état de misère que subit déjà la classe ouvrière du centre même du capitalisme mondial, après les attaques incessantes qu'elle a subies depuis des années contre l'ensemble de ses conditions d'existence.

sont elles-mêmes pas non plus trompées, car c'est dans l'ensemble des pays d'Europe qu'elles ont installé à la tête de leurs Etats des fractions de droite, et, dans la plupart des cas, celle de gauche dans l'opposition, afin de mieux prévenir et s'opposer aux mouvements de la classe à venir. Le retour de la droite en France est en effet significatif de cette nécessité pour la bourgeoisie,

et ce retour, allié à une impossibilité pour la gauche de reprendre les rênes du pouvoir pour longtemps, vient raffermir l'ensemble du dispositif antiouvrier que les suppôts du capitalisme cherchent à mettre en place solidement depuis la fin des années 70. En l'occurrence, la situation de la France venait affaiblir cette mise en place, partout en Europe, d'une droite au pouvoir "qui cogne", et d'une gauche dans l'opposition qui encadre et dévoie les luttes ouvrières dans ses rangs mêmes. Les tout débuts du gouvernement Balladur annonce d'ailleurs bien ce partage du travail.

Plus que jamais, la classe ouvrière n'a d'autre choix que de lutter, que d'engager des ripostes à la hauteur des attaques dont elle est l'objet. Ce besoin, cet appel que les ouvriers ressentent dans leur chair comme de plus en plus vital, a résonné en Italie à l'automne dernier, lorsque le prolétariat a riposté massivement; spontanément, au plan d'austérité que voulait lui imposer le gouvernement, et c'est cette même combativité renaissante qui s'est exprimée en Allemagne, en France, en

Belgique, en Espagne, en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas et dans les pays nordiques.

Les luttes ouvrières en Italie : un exemple pour toute la classe ouvrière

C'est au centre du système bourgeois que se développe cette reprise de la combativité, là où sont concentrées les plus grandes masses de prolétaires, avec toute leur expérience. Et ce n'est d'ailleurs pas par hasard qu'après avoir opéré un black-out quasi-total sur les grèves et les manifestations en Italie de l'automne 1992, la bourgeoisie ne laisse rien filtrer des luttes actuelles. Elle cherche en effet à éviter cette prise de conscience dans les rangs des ouvriers qu'ils ne sont pas seuls, que leurs frères de classe se battent aussi ailleurs, et contre les mêmes attaques. Aussi elle cherche à masquer, autant que faire se peut, la simultanéité de ce réveil de plus en plus massif et ouvert de la combativité ouvrière, et de faire en sorte que les ouvriers se croient isolés et

(SUITE PAGE 4)

YUGOSLAVIE

L'aide humanitaire ne sert qu'à nourrir la guerre

■ Après des mois de siège et de tirs d'artillerie serbes, l'enclave musulmane de Srebrenica située en bordure orientale de la Bosnie, c'est-à-dire à quelques encablures des frontières serbes, est en train de tomber. Présentée en véritable symbole à la fois de la barbarie serbe, de la souffrance des populations musulmanes et de l'impuissance de la communauté internationale, c'est donc en direct, à grands renforts d'images terribles, de reportages et de commentaires plus indignés les uns que les autres que tous les médias et autres relais idéologiques de la bourgeoisie nous ont fait "vivre", ces dernières semaines, le mauvais feuillet de la mort annoncée de cette ville de 6500 habitants qui, avec les afflux successifs de réfugiés, en compte aujourd'hui plus de 60 000.

Une guerre de l'ombre entre alliés d'hier

L'avancée présente des troupes serbes en Bosnie orientale pour reconquérir Srebrenica, puis demain probablement d'autres villes de la région telles Goradze, Zepa, peut-être même Tuzla, tandis que les combats se rallument entre Croates et Musulmans en Bosnie centrale sont révélateurs de l'accélération du dépeçage au profit des seuls Serbes et Croates de ce qui fut l'espace de quelques mois une Bosnie-Herzégovine reconnue comme Etat il y a tout juste un an, elle-même sous-produit de la défunte Yougoslavie. Le ré-

gne de la loi des armes et de la guerre à quelques centaines de kilomètres des centres industriels de l'Europe constitue un exemple de plus de la réalité de ce "nouvel ordre mondial" promis par les grands "démocrates" à la suite de l'effondrement du bloc de l'Est. Et pourtant, nous clame-t-on sur tous les tons, ce n'est pas faute d'efforts déployés par la communauté internationale, l'ONU et ses casques bleus pour tenter d'arrêter cette folie meurtrière. Que de manoeuvres et gesticulations "humanitaires" en tout genre en effet au cours de ces dernières semaines, Etats Unis en tête : parachutages de vivres, projet d'embargo à partir du 26 avril, sans oublier les menaces de bombardement contre la Serbie. Ainsi, l'"héroïque" général Morillon qui, drapé des couleurs de l'ONU et de la "cause humanitaire", joue à l'otage, court de convois de vivres en convois de blessés, quitte le président bosniaque pour... la garden-party organisée par le général Karadzic - chef des milices serbes - pour fêter la pâque orthodoxe. Mais ces manoeuvres et cette agitation des uns et des autres ne doivent pas tromper et faire croire, ainsi que le voudraient la bourgeoisie et ses idéologues, à l'"impuissance" de la "civilisation" et de la "démocratie" contre la folie meurtrière des différentes armées qui s'étripent là-bas. Par ces discours, elle ne fait que chercher à masquer et à dissimuler les ressorts d'une guerre de l'ombre qui se mène autour de la

Yougoslavie entre les puissances impérialistes rivales que sont aujourd'hui les Etats-Unis, l'Allemagne et la France, lesquels ne visent qu'à faire prévaloir leurs sordides intérêts dans une région du monde aux enjeux hautement stratégiques. Au mépris le plus absolu des populations prises dans le tourbillon de la guerre et de son désolant cortège de morts, blessés, viols, déportations massives de populations, privations. D'ailleurs, derrière cette monstrueuse hypocrisie d'actions humanitaires, en évacuant les populations musulmanes de l'enclave de Srebrenica, l'ONU contribue objectivement à la fameuse épuration ethnique de la région si tapageusement décriée.

Les Etats-Unis sont contraints de hausser le ton

L'accélération du partage de la Bosnie entre Serbes et Croates, en servant objectivement les intérêts de la France et de l'Allemagne, ne peut que contribuer à agacer l'oncle Sam. Ce dernier est aujourd'hui contraint de hausser le ton, de faire de la surenchère derrière le prétexte "humanitaire", sous peine de voir ses prérogatives impérialistes en Europe un peu plus bafouées encore par ses principaux concurrents. Car, ainsi que nous l'écrivions précédemment (1), l'objectif central des Etats-Unis est de prendre pied en Yougoslavie, d'une manière ou d'une autre, pour

tenter de contrer les visées d'expansion impérialiste de l'Allemagne - comme c'est le cas via la Slovaquie et la Croatie, lesquelles confortent aujourd'hui ses positions - et de la France qui, au-delà de ses simagrées et du besoin de sauver les apparences "humanitaires", tente de jouer sa propre carte et cherche fondamentalement à préserver son alliance traditionnelle avec la Serbie.

(SUITE PAGE 3)

SOMMAIRE

FRANCE

. Au pouvoir ou dans l'opposition	2
La gauche est une force du capital	2
Pourquoi la droite revient au gouvernement ?	2
. Campagne sécuritaire	2
SITUATION INTERNATIONALE	
. Russie : un enjeu impérialiste majeur	3
. Tomsk : la catastrophe c'est le capitalisme	3
. FIS ou démocratie : un faux choix pour les ouvriers	3
. Campagnes anti-corruption en Italie	4
VIE DE L'ORGANISATION	
. 10e Congrès du CCI	5
POLEMIQUE AVEC LA CWO	
. Trotski est-il passé dans le camp bourgeois dans les années 30 ?	6
MAI 68 : le ressurgissement du prolétariat	8

Au pouvoir ou dans l'opposition LA GAUCHE EST UNE FORCE DU CAPITAL

■ Des difficultés de la bourgeoisie française peut-il émerger immédiatement quelque chose de positif pour le prolétariat dans le développement de ses combats de classe? Malheureusement non. C'est au contraire l'ennemi de classe qui a l'initiative, qui réorganise ses forces le plus efficacement possible. C'est lui qui retrouve des coudées plus franches pour lancer ses attaques anti-ouvrières et qui est en train de replacer ses troupes de gauche en ordre de bataille contre la classe ouvrière, malgré toutes ses faiblesses et ses difficultés.

Il suffit d'évoquer les premières déclarations de Balladur pour dissiper toute illusion éventuelle : *"la situation difficile actuelle va exiger de chacun de nouveaux sacrifices"*. On sait ce que cela veut dire. La droite va poursuivre et intensifier la même politique anti-ouvrière d'austérité que la gauche, dictée par les nécessités du capital national sous la pression de la crise économique mondiale : hausse de la TVA et d'autres taxes, et surtout attaque frontale des régimes sociaux qualifiés comme "urgents" (indemnisation du chômage, régime des retraites et de l'assurance-maladie) pour commencer.

Alors que la droite reprend ainsi en mains le bâton pour taper directement sur la classe ouvrière, la gauche retrouve pleinement sa place dans l'opposition. Et c'est là qu'elle redevient la plus dangereuse pour les ouvriers. C'est dès maintenant qu'ils doivent redoubler de vigilance et de méfiance envers ses manœuvres. On le voit aujourd'hui : les pseudo-défenseurs de la classe ouvrière sont de retour sur le terrain, déjà à pied-d'œuvre, incitant les prolétaires à se mobiliser derrière eux, contre les agissements de la droite. C'est sans surprise qu'on peut voir le PC et les gauchistes en pointe de cette entreprise, en attendant que le PS tente de se refaire une santé dans l'opposition et puisse redevenir opérationnel sur le terrain social, à mesure que s'accumuleront les attaques portées par la droite et que la gauche pourra redéployer ses campagnes idéologiques

de dévoiement (anti-fascisme, anti-racisme, etc.). Ce sont le PC, les gauchistes et la plupart des syndicats qui retrouvent face à la droite une attitude radicale qui tranche avec les discours embarrassés, sinués et "nuancés" qu'ils tenaient naguère pour ne pas attaquer de front le PS pendant la longue période où celui-ci était au pouvoir. La seule fraction qu'on ait vu s'opposer résolument au parlement au discours de Balladur prônant une politique d'austérité redoublée, c'est le PC. Bocquet, le nouveau président du groupe stalinien à l'Assemblée nationale a exprimé *"une ferme opposition de gauche"* en soulignant que la politique préconisée par la droite *"ne pourrait qu'aggraver le chômage et les inégalités sociales"*. Quant aux trotskistes, ils proclament, notamment Lutte Ouvrière, que *"les travailleurs n'ont rien de bon à attendre de ce gouvernement"* et, après les avoir une fois de plus poussés vers les urnes, ils ont le cynisme de leur dire que le *"bulletin de vote ne sert qu'à les leurrer"* et que *"le seul moyen de se faire entendre, c'est la lutte revendicative"*.

Mais, d'ores et déjà, d'autres fractions tentent de se dégager pour sauver la gauche de la débâcle. Un axe de reconstitution semble se dessiner sérieusement entre le Mouvement des citoyens de Chevènement qui vient de quitter le PS, et l'ex-ministre Fiterman, qui a invité les "refondateurs" à créer "un nouveau parti ouvert et de progrès" hors du PC. Quant aux "jeunes loups", les "quadras" du PS (Aubry, Royal, Guigou), ils se démarquent totalement de la nouvelle direction rocardienne en fondant leur propre mouvement.

Parallèlement, on assiste à un redéploiement des syndicats à travers lequel la bourgeoisie fait tout pour redorer le blason du syndicalisme : le procès "scandaleux" de 18 syndicalistes de Manufrance et l'opération montée autour par les médias ont permis à la CGT d'organiser une gigantesque manifestation rassemblant 60 000 personnes à Saint-Etienne et de se donner le beau

rôle en se présentant comme les champions des "ouvriers combattifs qui veulent défendre jusqu'au bout leur emploi et leur usine". La création toute récente d'une nouvelle confédération syndicale dans l'Education nationale, animée par des exclus de la FEN, et qui se présente sous une image plus "radicale" que celle-ci, va permettre, dans un milieu enseignant traditionnellement plus facilement perméable à une idéologie de gauche et jusque-là grand réservoir de troupes pour le PS, de dynamiser une agitation sociale susceptible de servir de tremplin à une certaine opération de recréation de la gauche dans l'opposition.

C'est pourquoi les ouvriers ne doivent à aucun moment, quand tous ces loups vont se déguiser en agneaux bêlants, quand ils vont se présenter à nouveau comme leurs meilleurs amis et leurs plus grands défenseurs, perdre de vue ce que la gauche leur a fait subir pendant plus de dix ans. Quand ils raconteront, la main sur le cœur, qu'ils n'auraient jamais porté, eux, les attaques que la droite assénera, les prolétaires devront à chaque fois leur faire rentrer dans la gorge ces mensonges crapuleux. Face aux nouvelles attaques de nos conditions de vie, il faudra se rappeler le blocage des salaires du gouvernement Mauroy en 1982-83; face aux attaques sur la Sécurité sociale et la santé qui nous sont promises, il faudra se rappeler l'institution du forfait hospitalier par le ministre "communiste" Ralite; il faudra se rappeler les centaines de milliers de licenciements dans le secteur privé, les dizaines de milliers de suppressions d'emploi ou de postes dans le secteur public et la Fonction publique, les diminutions quand ce n'est pas carrément la suppression des allocations de chômage, la plongée dans la misère la plus absolue, le dénuement le plus intolérable pour des milliers et des milliers de familles ouvrières. Il faudra rendre manifeste la parfaite continuité dans la politique anti-ouvrière entre la gauche et la droite au gouvernement : c'est du même ennemi qu'il s'agit.

CB

Pourquoi la droite revient au gouvernement ?

■ L'arrivée au pouvoir sans surprise d'un gouvernement de droite sous la conduite de Balladur et le retour de la gauche dans l'opposition constituent la fin d'une période qui a commencé il y a douze ans par un faux-pas lourd de conséquences pour la bourgeoisie française. En effet, la venue accidentelle de la gauche au gouvernement en mai 1981 allait à l'encontre des efforts entrepris depuis la fin des années 70 par la bourgeoisie des grands pays industrialisés occidentaux face à l'aggravation de la crise économique mondiale et à la remontée internationale des luttes ouvrières(1). Un véritable partage du travail et des responsabilités a été ainsi mis en place au sein de la bourgeoisie entre, d'un côté les partis de droite (et aussi du "centre") chargés d'appliquer des programmes draconiens d'austérité en cognant directement sur la classe ouvrière et, de l'autre, les fractions de gauche (et syndicales) maintenues dans l'opposition pour accomplir leur mission essentielle : encadrer les ouvriers et dévoyer leurs luttes. Cette stratégie mise en place au début des années 80, a été développée largement au sein des principales puissances européennes, notamment là où la bourgeoisie est la plus solide et la plus expérimentée, comme en Grande-Bretagne et en Allemagne.

Les élections législatives de mars dernier n'ont fait que permettre à la bourgeoisie française de rétablir ses troupes politiques dans le bon ordre de bataille. Le problème pour elle, c'est qu'elle est contrainte de se réorganiser "à chaud", sous la pression de la remontée internationale de la combativité ouvrière, en payant très cher l'ardoise accumulée pendant douze ans, sans avoir pu surmonter aucune des contradictions qui avaient provoqué l'arrivée inopinée de la gauche au gouvernement.

Elle paie d'abord cette addition à travers un affaiblissement général de toute la gauche. L'énorme perte de crédibilité du PS surtout aux yeux des ouvriers à travers les attaques qu'il leur a portées sans relâche a sapé sa capacité de mystification et par conséquent affaibli sa fonction spécifique d'encadrement de la classe ouvrière. La gauche se retrouve désormais en bien mauvaise posture. Jamais depuis la fin de la seconde guerre mondiale, elle n'avait été aussi faiblement représentée au parlement. A travers les élections, sa principale composante, le PS, qui vient d'assumer pendant plus de dix ans la gestion du pays, s'est vu infliger une défaite cinglante.

En même temps, la droite, qui s'était laborieusement façonné une unité électorale, se retrouve aujourd'hui face à une aggravation des contradictions internes qui avaient provoqué son échec en 1981 puis en 1988. Les efforts des fractions les plus responsables de la bourgeoisie nationale depuis vingt ans pour marginaliser le RPR, courant se proclamant l'héritier direct du gaullisme-parenthèse nationale pour liquider la question coloniale posée par la guerre d'Algérie - devenu parfaitement anachronique, se sont soldés par un échec. Non seulement le RPR se retrouve le principal parti de la droite mais aussi la première force politique du pays, si bien que c'est au sein de ce parti (dont la structuration en "appareil" seulement comparable au PC constitue le principal atout) que Mitterrand a été contraint de choisir le chef du gouvernement. De plus, c'est également au sein de ce parti que s'opère le principal clivage dans la droite, principalement révélé par le débat soulevé par les accords de Maastricht, sur les choix stratégiques nationaux fondamentaux, notamment l'alliance avec l'Allemagne que tend à remettre en cause une importante frange "isolationniste" animée jusqu'ici par le tandem Pasqua-Séguin. Sans compter que la fragile coalition de droite risque d'être mise à mal par les rivalités et les ambitions personnelles appelées à se réveiller dans la course vers les élections présidentielles de 1995.

De fait, la tendance au "chacun pour soi", déjà présente dans la droite et qui constituait la cause principale de la "mauvaise donne" dans le jeu politique de la bourgeoisie française en 1981, affecte désormais l'ensemble des forces bourgeoises. Non seulement aucun des facteurs d'antagonisme n'a disparu à droite, mais de nouvelles pommes de discorde ont surgi; et surtout, c'est à gauche que les dégâts se manifestent aussi irrémédiablement, à travers dix années d'exercice du pouvoir chèrement payées. Les conséquences de l'éclatement actuel du PS ne sont pas près d'être effacées. Malgré ses faiblesses et ses difficultés accrues, une chose est certaine : face à son ennemi mortel, le prolétariat, la bourgeoisie saura toujours défendre ses intérêts.

CB

(1) Voir notamment dans RI n°86 (juin 1981) : "La crise politique de la bourgeoisie française."

CAMPAGNE "SECURITAIRE" La bourgeoisie affûte ses armes de répression contre la classe ouvrière

■ Quatre bavures policières en quatre jours : Eric à Chambéry, Rachid à Wattrelos, Makomé à Paris, Pascal à Arcachon. Voilà comment la presse présente le lâche assassinat de jeunes par les porte-flingues de l'Etat. Quelques jours après, une cinquième victime, Fabrice, un gosse de 15 ans, est blessé d'une balle tirée dans le dos. Elle ne vaut pas cher la peau des gamins des cités d'HLM !

Ils s'émouvent, bien sûr. Ils parlent de tragédie. Ils présentent leurs sincères condoléances. Toute la classe politique y va de son refrain. Et le gouvernement n'est pas en reste puisqu'à travers la bouche de son ministre de l'Intérieur, Pasqua, il sanctionne les coupables, et rappelle que la mission première des forces de police est de *"protéger les personnes et les biens"*. Une bonne police. Propre. Qui ne fait pas de bavures, qui protège la veuve et l'orphelin, qui œuvre à la coexistence civile pacifique. Voilà la rengaine qu'ils voudraient qu'on reprenne en cœur. Comme si le rôle des forces de répression n'était pas de réprimer, comme si les flics n'étaient pas le bras chargé de tabasser ceux qui "troublent" l'ordre établi. Ce qui navre ces messieurs, ce n'est pas qu'on lynche des fils d'ouvriers, immigrés ou non, c'est que ça se voit. Surtout en ce moment. Car il ne s'agit pas ici d'une opération soigneusement exécutée à la demande de l'Etat comme ont pu l'être d'autres provocations, comme celle du gouvernement américain qui a favorisé les émeutes de Los Angeles l'année dernière. Cette accumulation d'exécutions sommaires est en fait le produit de flics frustrés, au conditionnement trop longtemps contenu, qui se sentent des ailes au seul nom de Pasqua, le patron, lui qui a par le passé toujours couvert leurs plus sordides exactions. Cette série de "bavures" n'arrange pas immédiatement la classe dominante. Ça n'arrange pas le gouvernement de droite d'avoir sur les bras le cadavre de mômes au moment où la campagne sur les mesures sécuritaires bat son plein. Pasqua venait de se vanter qu' *"en moins de huit jours, les policiers*

sont réapparus dans les rues. Les fouilles de voitures ont recommencé. L'ordre revient." Ça fait plutôt désordre quand on flingue des gosses. Ça n'arrange pas plus la gauche. Gênée aux entourmures, elle n'a pas eu le temps de se relever de sa gueule de bois du lendemain des élections. Elle demande d'un ton oecuménique que justice soit faite et geint contre la dérive sécuritaire. Elle ne peut même pas profiter de la situation, pour se refaire une virginité, en appelant à des manifestations massives de peur d'être débordée. Ainsi SOS Racisme a refusé de s'associer à une manifestation à Paris et en a annulé une autre à Roubaix. Quant aux élus PS du Nord, ils ont carrément appelé les jeunes à ne pas participer aux manif pour éviter la perte de contrôle et le risque de "dérives".

Mais le profil bas affiché momentanément par la gauche correspond surtout au fait que ce battage sur les mesures sécuritaires n'est ni la spécialité de la droite, ni le fruit d'une situation immédiate. Si Pierre Cardo, maire UDF de Chanteloup-les-Vignes, propose de priver d'allocations familiales les familles dont les enfants traînent dans la rue tard le soir, c'est le communiste-refondateur, Roland Plaisance, maire d'Evreux, rivalisant d'imagination, qui suspend sans autre forme de procès, les aides financières allouées pour la cantine à dix familles d'adolescents "fauteurs de troubles". Quant au PS, il n'a pas cessé d'étaler le thème sécuritaire. Qu'on se rappelle de l'assourdissant battage médiatique fait pendant des mois sous le gouvernement de gauche contre l'insécurité dans les lycées de la banlieue parisienne. Qu'on se rappelle les mesures prises par le très socialiste Joxe, alors ministre de l'Intérieur, qui, après les explosions de Vaulx en Velin (automne 1990) et du Val Fourré (printemps 1991), a proposé un plan complet de "modernisation" de la police pour la rendre plus efficace. De la droite à la gauche, c'est toute la classe politique qui est impliquée dans ce tir groupé dont la cible affichée reste les immigrés.

Rien d'étonnant alors que Pasqua utilise la situation pour relancer la campagne sécuritaire en clamant qu'il faut que la police ait davantage de moyens pour éviter de telles bavures. Voilà comment l'appareil politique de la bourgeoisie arrive à retourner la situation à son profit et à retomber sur ses pieds. Ainsi, Pasqua peut justifier sans grande peine tout l'arsenal de mesures qui doivent être adoptées au mois de mai. Donner plus de moyens aux flics, c'est renforcer les effectifs policiers, c'est multiplier et généraliser les contrôles d'identité, c'est alléger les procédures de garde à vue.

Derrière ce renforcement musclé de l'Etat policier, l'objectif majeur n'est pas seulement celui qu'ils nous montrent du doigt. Derrière la chasse au faciès, c'est toute la classe exploitée qui est directement visée. La traque aux travailleurs clandestins est le prétexte tout trouvé pour mettre en place un flicage permanent et un quadrillage policier des quartiers et des banlieues ouvrières. Quand Pasqua dit que *"notre pays est à la veille d'une fracture sociale"*, il faut comprendre que la bourgeoisie se prépare à des affrontements sociaux. La brutale démonstration de force qui a eu lieu dans les manifestations qui ont suivi le meurtre du jeune dans le commissariat à Paris avec l'utilisation d'une meute enragée de flics en civil lâchée dans les rues vise plusieurs objectifs : d'abord, ça permet de justifier le renforcement de l'arsenal sécuritaire ; ensuite, de pousser à faire dégénérer une manifestation pour qu'elle soit l'expression de violence aveugle, œuvre de voyous et de casseurs, comme ils avaient tenté de le faire à la manif des sidérurgistes de Lorraine en 1979, en utilisant des provocateurs ; et surtout, le plus important, c'est de faire croire que dans les luttes à venir, les ouvriers débordant le cadre de la légalité "démocratique" et syndicale ne pourront être inévitablement que des provocateurs et des casseurs. Derrière tous les discours et les mesures sécuritaires, la bourgeoisie se prépare avant tout à la guerre de classe.

SK

Derrière l'aide des grandes puissances à la Russie

UN ENJEU IMPERIALISTE MAJEUR

■ 43,4 milliards de dollars, ça fait près de 250 milliards de francs et c'est la coquette somme que le club des pays les plus industrialisés du monde, le fameux G7, s'engage à lâcher pour venir en aide à la Russie. Comme personne n'ignore à quelles difficultés économiques considérables l'Allemagne, le Japon, la France et les autres s'affrontent aujourd'hui, quand on sait surtout le colossal déficit de leurs comptes nationaux qu'enregistrent les Etats-Unis, il faut bien imaginer que le généreux "geste" du G7 répond à une extrême urgence. Et c'est vrai que le principal pays de la CEI se trouve dans un gouffre. Mais quand a-t-on déjà vu dans le monde capitaliste que les vautours impérialistes viennent par pure bonté en aide à un Etat en perdition ? Jamais. Leur magnanimité, lorsqu'elle s'affiche, cache toujours des calculs égoïstes et des arrières-pensées sordides.

Une situation alarmante pour toute la bourgeoisie mondiale

Quand, au sortir de leur réunion de Tokyo les 13 et 14 avril, les ministres des Affaires étrangères des sept Grands ont fait mine de légitimer leur décision (qui, soit dit en passant, intègre 12 des 24 milliards promis l'an dernier et non versés) au nom du "soutien aux progrès accomplis par la Russie dans la voie de son intégration au marché mondial", ce n'est que rhétorique et mystification. Même si les Sept en avaient encore les moyens, ils ne verraient aucun intérêt à renflouer une économie qui pourrait devenir une concurrente gênante pour eux. Quant à investir du fric dans une place qui, de notoriété générale, ne présente plus la moindre solvabilité et apparaît un véritable tonneau des Danaïdes, le BA-ba du capitaliste moyen dit que c'est folie suicidaire. Même mensonge en ce qui concerne, dans le communiqué public fait à la fin du sommet japonais du G7, la phrase sur le "soutien aux processus de démocratisation en cours" dans le pays de Boris Eltsine. En cette matière, l'argent prêté par les Grands vise seulement en vérité à donner au maître du Kremlin les moyens minimaux de contenir les explosions de mécontentement de la population en garnissant un tant soit peu les rayons d'alimentation dans les magasins et surtout de renforcer les capacités répressives de la police. Si la Russie n'était pas ce vaste Etat continental dont le territoire touche à l'ouest l'Europe et à l'est l'Amérique du Nord, voire le Japon, le chaos irréversible dans lequel elle s'enfonce ne susciterait pas plus d'émotion chez les Occidentaux, comme on dit, que l'anéantissement de tel ou tel pays d'Afrique ou d'Asie du Sud-Est aujourd'hui. Mais la décomposition de l'ex-URSS en général et de la Fédération russe en particulier recèle réellement des dangers de très loin supérieurs à ceux que recouvrent les désordres en Somalie ou en Birmanie, par exemple. Et derrière ces périls, il y a surtout un enjeu impérialiste crucial : vers quel pôle la CEI et la Russie peuvent aller ? Du côté des Etats-Unis et leurs alliés ou du côté de l'Allemagne et de ses amis ? Voilà à quoi tiennent les vraies raisons de la sollicitude du G7. Face au chaos économique, politique et social qui ne cesse de s'approfondir depuis 1989 en Russie et dans le reste de l'ancienne URSS, et qui s'est encore amplifié et accéléré à compter de la formation de la CEI en décembre 1991 (comme nous l'avons décrit dans l'article du numéro précédent de notre journal), les Sept ont tout naturellement l'intérêt immédiat de faire front pour tenter sinon d'enrayer la débâcle, chose au demeurant impossible, du moins de la freiner et de la circonscrire. Tous ont en effet à redouter, principalement les

pays européens riverains de la CEI, une situation économique et sociale à ce point insalubre qu'elle pourrait entraîner un exode massif des populations réduites à la misère vers les pays supposés capables de leur donner du pain et du travail. Bien davantage encore, tous ont à craindre de la déstabilisation complète des pouvoirs centraux que donne à voir la CEI dans son ensemble à commencer par la Russie, clef de voûte de la construction communautaire héritière de l'URSS.

La Russie, au coeur des rivalités impérialistes entre les "grands"

L'attention aiguë que portent les Occidentaux aux démêlés de Boris Eltsine avec l'opposition des "conservateurs" stalinien et des nationalistes du Parlement, au succès du référendum du 25 avril, exprime la conscience de deux risques majeurs : le retour possible à la direction des affaires des tenants de l'ancien régime, qui provoquerait des complications diplomatiques tous azimuts ; le triomphe des forces centrifuges qui pèsent contre l'intégrité de la Russie (et, au-delà, de la CEI), avec une explosion généralisée des conflits ethniques, emportant les républiques

entre les membres du G7. Là s'arrête leur belle unanimité de façade pour la consolidation des pouvoirs en place en Russie (et dans la CEI), ou du moins l'affirmation d'une autorité d'Etat assez forte, incarnée par Eltsine ou par un autre à la rigueur (si c'est un homme de poigne), qui fasse rempart à l'élargissement du chaos. Ici s'illustre la méfiance que les Etats-Unis ont de leurs interlocuteurs du club des Sept, et notamment du tandem franco-allemand. Si la France s'est mise en avant en insistant beaucoup pour que le sommet de Tokyo se tienne au plus vite, c'est l'oncle Sam qui, prenant les choses en main, s'est montré le plus dynamique débateur au cours des discussions dans la capitale nipponne. Il a notamment exercé une énorme pression pour forcer le Japon à revenir sur son intention de ne pas participer au financement de l'aide (en raison du contentieux qu'a le pays du Soleil-Levant avec la Russie au sujet des îles Kouriles) et a tout fait pour mouiller les Européens dans son propre jeu en demandant que la BERD (la banque aux armes de la CEE que dirige Jacques Attali) participe davantage à l'attribution des crédits pour la Russie à côté du FMI (qui est, on le sait, sous la coupe des Etats-Unis). Pour ces derniers, en ef-

Accident nucléaire en Sibérie

Le capitalisme est une catastrophe pour l'humanité

■ 450 000 personnes souffrent encore de nos jours des conséquences de la catastrophe, longtemps tenue cachée, survenue au centre nucléaire de Kyshtym en Sibérie en 1957. Il y a sept ans, c'était le terrible "accident" de Tchernobyl. Et on vient d'apprendre qu'à la suite d'une explosion dans l'usine de fabrication de plutonium de Toms (de nouveau en Sibérie, mais plus à l'est), un nuage de mort progresse au-dessus de la taïga, menaçant de contaminer toute une région (heureusement pas trop peuplée). Des prétendus "accidents" de cet ordre, plus ou moins sérieux, se sont produits plus d'une fois sur tout le territoire de l'ex-URSS au temps de ce qu'on a appelé la "guerre froide", à l'époque où l'empire soviétique, engagé dans une course de vitesse avec le bloc de l'Ouest, développait un frénétique effort de construction d'armes nucléaires au mépris des règles de sécurité et de la vie des populations.

Aujourd'hui, avec l'effondrement complet de l'ex-URSS et la totale banqueroute économique, de même que l'effroyable chaos qui se développe

de Moscou à Vladivostok, les risques d'irradiation sont évidemment encore plus importants puisque les moyens financiers d'assurer l'entretien et la maintenance des installations nucléaires, déjà limités avant 1989, n'existent pratiquement plus. L'anarchie administrative qui sévit à présent dans toute la CEI est telle que, à Toms, les pouvoirs publics n'ont même pas pris des mesures de précaution qui s'imposaient pour mettre les habitants à l'abri du nuage mortel. On a là une illustration particulièrement alarmante du chaos du capitalisme dans l'ex-URSS et des risques d'anéantissement que la bourgeoisie fait encourir aux populations.

Mais, au-delà de la CEI, la situation dans les anciennes républiques soviétiques montre ce qui attend, à plus ou moins longue échéance, toute la planète, en proie à la décomposition générale du système capitaliste qui menace d'engloutir dans son agonie toute l'espèce humaine.

Sonia

autonomes telles que l'Ossétie, la Yakoutie, la Tchétchénie, la Bachkirie, etc., aussi bien que les Etats indépendants comme le Tadjikistan ou le Kazakhstan vers on ne sait quel large. D'ores et déjà, la Russie et la CEI constituent potentiellement une Yougoslavie à la puissance dix. Encore cette menace d'éclatement anarchique ne serait-elle pas pour les Sept aussi préoccupante s'il n'y avait en même temps qu'elle la question des armements nucléaires disséminés dans toutes les parties de l'ex-URSS. Non seulement l'incapacité des pouvoirs centraux rend inapplicables les accords de désarmement signés avec les Etats-Unis (dont le dernier en date, START II, du temps de Bush), mais encore chaque Etat indépendant ou chaque république autonome qui détient des armes atomiques tend à en disposer à son gré comme argument de traction diplomatique voire de négociation avec des pays hors de la CEI, dans le Tiers-Monde et même chez les Européens. A ces deux derniers points de vue, il y a réellement un enjeu impérialiste de premier ordre

et, il est hors de question de laisser à l'Allemagne, au travers de l'Europe, la possibilité de jouer aujourd'hui ou demain sa propre carte impérialiste vis-à-vis de la Russie, qui, bien sûr, possède le potentiel militaire nucléaire dont manque Bonn pour véritablement réaliser ses intentions de devenir une tête de bloc. Que la Russie représente pour la Maison-Blanche un enjeu majeur, Clinton, en rencontrant au début du mois d'avril Eltsine à Vancouver (Canada) et en instituant entre les Etats-Unis et la Russie un "partenariat" privilégié, ne l'a-t-il pas clairement signifié face à ses concurrents de l'Ouest ? Ainsi, comme pour la Yougoslavie mais à une échelle incomparablement plus grande, la situation de chaos où s'abîme le territoire de l'ex-URSS ne va pas s'arranger du fait de l'intervention des Occidentaux mais au contraire s'amplifier et s'exacerber sous l'effet des conflits d'intérêts impérialistes qui opposent les anciens alliés du bloc occidental, face au défunt empire soviétique.

Sonia

YUGOSLAVIE

(SUITE DE LA PAGE 1)

C'est dans un tel contexte que la patience américaine commence à être mise à rude épreuve. Immédiatement après l'initiative prise de manière unilatérale par les USA de parachuter des vivres sur la Bosnie orientale, la France, par général Morillon interposé, leur a mis de nouveau des bâtons dans les roues (comme lors du voyage de Mitterrand à Sarajevo l'été dernier au moment où les Etats-Unis préparaient déjà activement leur intervention militaire en Yougoslavie). Les Etats-Unis n'ont pas tardé à riposter et ont repris l'initiative en mettant très opportunément sur pied, sous les auspices de l'ONU bien entendu, le déclenchement de l'opération "Deny Flight" de surveillance de l'interdiction à l'aviation serbe du ciel Bosnien, instaurée en octobre dernier ! Opération spectaculaire mais sans efficacité pratique, dès lors que c'est à terre que se sont menés jus-

qu'à maintenant les principaux combats en Bosnie. Toutefois, elle permet fondamentalement de renforcer la présence militaire américaine dans la région. En réussissant de surcroît à faire patronner l'opération par l'OTAN, structure militaire issue de la guerre froide, à une époque désormais révolue où régnait au sein du bloc de l'Ouest la plus stricte discipline sous les auspices de l'oncle Sam, et réactivée pour l'occasion, les Etats-Unis marquent ainsi leur détermination à l'encontre de leurs anciens alliés. Bien que les principaux protagonistes soient déjà bien pourvus en armes et, quitte à accroître un peu plus les massacres et les tueries, c'est encore au nom du "droit humanitaire" que l'émissaire américain de Clinton ira jusqu'à proposer de libérer la livraison d'armes aux Musulmans bosniaques. Mais plus le temps passe, plus les possibilités s'amoinissent pour les intérêts américains en Bosnie même. Aussi, dorénavant, envisagent-ils de frapper fort en bombardant certaines cibles serbes. C'est en tout cas l'orientation que semble de plus en plus

prendre la Maison-Blanche, malgré les risques incontestables d'engrenage que cela peut présenter dans une telle situation. Dans une lettre - aujourd'hui publique -, adressée à leur patron Warren Christopher, les responsables du département d'Etat américain demandent ouvertement que les Etats-Unis passent seuls à une politique d'action armée et de raids aériens. Et Clinton d'indiquer qu'il "n'exclut aucune option, à l'exception de troupes au sol".

Si, comme il apparaît aujourd'hui probable, de telles opérations sont entreprises, elle ne pourront que contribuer un peu plus à renforcer une situation de chaos et de barbarie. Et même si cette intervention n'avait pas lieu dans un avenir immédiat, cela ne signifierait pas pour autant un répit dans la région. Les Balkans constituent une zone aux enjeux bien trop importants pour tous les charognards impérialistes.

BT (24/04/93)

(1) Voir plus particulièrement "RI" n° 220 et 221.

FIS ou démocratie ?

Un faux choix pour la classe ouvrière

■ Chaque jour, l'Algérie s'enfonce un peu plus dans le chaos. La lutte sanglante engagée entre les deux fractions de la bourgeoisie, les intégristes du FIS et la clique au pouvoir, ne cesse de s'intensifier. Attentats, assassinats, arrestations, exécutions sommaires, fusillades, font désormais parti du paysage quotidien.

Les derniers événements en date montrent à quel point et à quelle vitesse la situation ne cesse de se dégrader. Après l'assassinat de Boudiaf, les attentats contre des personnalités de la sphère dirigeante, menés en sous-main par les intégristes, se poursuivent à un rythme accéléré. Dernièrement, par exemple, un membre du conseil consultatif national a été tué moins de 24 heures après l'ancien ministre de l'enseignement supérieur. En riposte, le gouvernement annonçait de nouvelles mesures contre le terrorisme alors que déjà depuis plus d'un an règne l'état d'urgence, les juridictions d'exceptions, un couvre-feu sévère sur tout Algérois et que diverses exécutions capitales ont eu lieu en guise de dissuasion. Mais au-delà des assassinats ponctuels de dirigeants politiques, ce sont surtout les attentats contre la police et l'armée qui se multiplient de manière spectaculaire. Après l'assaut du poste frontalier de Guemmer, à la frontière tunisienne, qui avait donné lieu à une véritable boucherie, le 22 mars dernier un attentat contre la caserne de Boughzoul a fait 41 morts. D'ailleurs, suite à ce coup de force, l'armée, dans un climat d'hystérie, a bouclé toute la région pour se livrer à une véritable chasse à l'homme qui a fait 23 morts. Si actuellement l'armée se trouve directement au coeur de ces tensions, c'est parce qu'en Algérie tout repose sur elle et, étant elle-même traversée par ces luttes d'intérêts, cela la rend particulièrement vulnérable aux attentats. Pour l'instant, le pouvoir actuel est porté par l'armée, mais l'attitude qu'adoptera celle-ci dans l'avenir sera totalement déterminante dans l'évolution du conflit qui oppose ces deux fractions de la bourgeoisie.

De plus, il ne faut pas oublier que cette situation intérieure particulièrement désastreuse est parfaitement exploitée, et donc attisée, par les grandes puissances impérialistes puisque, en coulisses, la France soutient la fraction de la bourgeoisie au pouvoir tandis que les Etats-Unis essaient de prendre pied en Algérie en finançant le FIS à travers l'Arabie Saoudite et le Koweït (voir RI 208 et 210).

Mais au beau milieu de ce chaos grandissant, la bourgeoisie, comme d'habitude, en profite pour essayer de museler la classe ouvrière en exploitant la situation et en développant diverses campagnes idéologiques. Concrètement, la bourgeoisie tente de faire croire aux prolétaires algériens que la seule alternative, c'est de choisir entre le soutien au FIS ou la mobilisation derrière la "démocratie armée". Dans ce but le gouvernement a autorisé le 22 mars, pour la première fois depuis l'instauration de l'état d'urgence, la tenue de manifestations qui ont réuni plusieurs dizaines de milliers de personnes, à Alger, Oran, Constantine, avec pour mot d'ordre "sauvons l'Algérie du terrorisme". Ces manifestations organisées par la centrale syndicale unique, l'UGTA, ont bénéficié d'un soutien total du pouvoir et d'un battage médiatique sans précédent. Appels à la fermeture des commerces et à la fermeture des écoles, personnels des entreprises publiques et des administrations libérés pour l'occasion, tout a été mis en oeuvre pour rendre crédible cette manifestation.

Mais même si tout est mis en oeuvre pour que les ouvriers soient pris en tenaille sur le terrain de la bourgeoisie, ceux-ci ne doivent en rien céder aux chants des sirènes "démocratiques". Ils doivent rester sur leur terrain de classe en refusant résolument tout soutien à telle ou telle fraction de la même bourgeoisie.

Sur le terrain des luttes de cliques, attisées par divers vautours impérialistes, la classe ouvrière a évidemment tout à perdre. En se laissant embriquer derrière de faux choix, elle laisserait les mains libres à la bourgeoisie pour accentuer la misère et la répression et elle ne pourrait, une fois de plus, que payer le prix du sang.

Aesa (14/04/93)

Les ouvriers reprennent le chemin de la lutte

(SUITE DE LA PAGE 1)

faibles. Et non seulement il s'agit pour les dirigeants capitalistes de cacher cette réalité, mais ils cherchent encore par toute une série de manœuvres à briser cette combativité en poussant à isoler les secteurs ouvriers les uns des autres, en oeuvrant de manière à faire partir les différents secteurs nationaux ou régionaux de la classe à des moments différents, afin de mieux les mettre en position de faiblesse.

Face à l'accélération vertigineuse de la crise économique qui, depuis quelques mois, frappe de plein fouet toute l'Europe "riche", c'est la bourgeoisie italienne qui a été la première à lancer massivement et ouvertement la charge contre la classe ouvrière. Mais cette offensive indispensable pour le capital transalpin ne s'est pas faite dans n'importe quelles conditions. En effet, c'est d'abord délibérément que le gouvernement "socialiste" d'Amato a lancé son programme d'austérité draconien à l'automne dernier, provoquant ainsi la colère des ouvriers italiens, déjà exaspérés par des années d'aggravation de leurs conditions de vie, alors que, partout ailleurs, la classe ouvrière n'avait pas encore relevé la tête. La bourgeoisie a donc choisi le moment de l'affrontement, mais elle va même tout faire pour lui imposer ses conditions.

S'appuyant sur un sentiment grandissant dans le prolétariat de rejet des syndicats, elle va détourner la colère et la combativité des ouvriers contre ces appareils d'encadrement et leurs chefs, d'autant que ceux-ci venaient d'approuver le plan gouvernemental. En faisant d'une pierre deux coups, elle les poussait dans les bras du syndicalisme de base contrôlé par les gauchistes et les stalinien. C'est ainsi que la classe dominante a pu faire passer ses attaques antiouvrières sans dégâts, en dévoyant et en contrôlant globalement la riposte ouvrière; mais si la manœuvre a, pour l'essentiel, réussi dans un premier temps, elle n'a pas empêché que la combativité continue à s'exprimer jusqu'à aujourd'hui.

**C'est dans toute l'Europe,
au coeur même du capitalisme,
que la combativité ouvrière
se développe**

Cette pression qui s'est faite jour en Italie, cette reprise massive de la combativité d'une classe qui n'accepte plus passivement les sacrifices que veulent lui imposer les Etats des pays "développés", ne cesse de monter. Mois après mois, jour après jour, les exemples de la riposte prolétarienne s'accumulent, comme se renforcent aussi et se développent les tactiques et les pièges de la bourgeoisie en Europe.

En Belgique par exemple, devant le mécontentement qui gronde de plus en plus fortement, la bourgeoisie a mis en place toute une campagne idéologique de division, dont les syndicats se

font le relais, sur le thème du nationalisme le plus sordide, posant partout, au sujet des annonces de licenciements et de mesures d'austérité, la question de la partition possible du pays entre Flamands et Wallons, développant ici et là le discours écoeurant que les ouvriers des deux langues n'ont pas à faire face aux mêmes réalités, ni à défendre les mêmes intérêts, ni, encore moins, à combattre les mêmes patrons.

En Hollande, la tactique des syndicats, du patronat et du gouvernement, face aux ripostes ouvrières refusant les licenciements chez DAF et chez Fokker, a été de mettre en avant que ces li-



cenciements ne frapperaient que les ouvriers de l'est du pays, et soi-disant pas ceux de l'ouest, cherchant ainsi à opposer les uns aux autres.

En Grande-Bretagne, le NUM, dont le chef, Scargill, dénonçait avec une virulence incroyable les licenciements qui vont toucher encore de plein fouet les mineurs, après ceux des années 80, leur rappelait surnoisement combien ils avaient été "seuls" lors des grèves de 1984, alors que c'était précisément ce syndicat qui les avait isolés de leurs frères de classe d'autres secteurs également en lutte, et les avait enfermés, par toute une série de manœuvres du même acabit, dans la défense "locale" de "leurs" puits, dans "leurs" régions. Mais si, justement, la bourgeoisie anglaise a été contrainte de mettre récemment en place une telle mise en scène, c'est bien parce que, dans d'autres secteurs importants, la classe ouvrière se battait, dans les chemins de fer, dans l'automobile, chez les conducteurs de bus londoniens. C'est en même temps parce que la combativité générale montante risquait de provoquer un phénomène de regroupement de toutes ces luttes. Ainsi, la manifestation des mineurs fin octobre 1992 à Londres avait rassemblé des ouvriers d'autres branches d'activité et celle de novembre 150 000 travailleurs, ce qui ne s'était pas vu depuis des années. Mais la bourgeoisie se servait encore une fois de la "lutte" des mineurs qu'elle avait dévoyée sur un terrain nationaliste

(défense du charbon britannique) et qu'elle contrôlait pour décourager les autres secteurs ouvriers.

Ce qui est encore significatif de la renaissance de la lutte ouvrière, ce sont les actions revendicatives qui se développent aujourd'hui en Allemagne, à l'est comme à l'ouest du pays.

Contrairement au battage que la bourgeoisie de toute l'Europe nous avait asséné l'an passé, lors des grèves dans la métallurgie hypercontrôlées et organisées par le gouvernement, le patronat et les syndicats, dans un partage des tâches parfait pour prévenir justement un réveil de la combativité ouvrière, en montrant un prolétariat aux

ordres des syndicats, aujourd'hui, pas un mot ou presque de la part des médias sur les nouvelles grèves et manifestations qui se sont développées récemment dans la Ruhr, par exemple.

Car c'est tout d'abord le mythe de l'Allemagne forte, cette puissance économique qui était capable de "garder la tête hors de l'eau", et celui du pays de la concertation et de la "paix sociale", qui s'effondrent et montrent encore mieux la perspective qui attend les ouvriers en Allemagne comme ceux du reste de l'Europe "riche". Et ces luttes sont d'autant plus significatives de la résurgence de la combativité ouvrière dans son ensemble que cette fraction du prolétariat mondial a subi de plein fouet, aux premières loges pour ainsi dire, le battage sur la "mort du communisme" et sur "la fin de la lutte de classe", comme d'ailleurs elle subit depuis l'unification toute une puissante campagne de division entre les ouvriers de l'Est et de l'Ouest, obligeant les premiers à ne pas lutter pour ne pas "affaiblir" le capital allemand, et culpabilisant les seconds, prétendus les "fauteurs" de l'aggravation de la situation économique.

Les ouvriers doivent donc savoir qu'ils partagent la même colère, que leurs luttes ne sont pas isolées, qu'elles participent du même mouvement d'ensemble qui soulève lentement, mais puissamment, avec toujours plus de certitude, les énergies prolétariennes. Ils doivent savoir que leurs luttes ici répondent à d'autres ailleurs, et

que c'est au niveau international qu'ils cherchent à résister aux attaques féroces dont ils sont l'objet, après trois ans de passivité.

Aujourd'hui, en France par exemple, le gouvernement Balladur, prenant le relais des attaques menées par celui de Bérégovoy, continue de jeter, chaque jour, des milliers d'entre nous à la rue, mais il se prépare à nous porter à tous, dans les semaines et les mois qui viennent, des coups terribles. Sous prétexte que "des sacrifices sont nécessaires pour redresser la situation", c'est la classe ouvrière dans son ensemble qui va devoir payer lourdement les déficits de la Sécurité Sociale, de l'UNEDIC, des caisses de retraite, etc.

Cette situation doit faire prendre conscience à tous les ouvriers qu'ils sont logés à la même enseigne, qu'ils ont affaire aux mêmes attaques contre leurs conditions de vie, qu'ils ont les mêmes intérêts à défendre, et cela qu'ils soient actifs ou chômeurs. Ils doivent se rendre à l'évidence que, face à ces attaques qui les touchent tous, quels que soient l'usine, le secteur, la région ou le pays, ils doivent non seulement engager la lutte mais aussi unir leurs forces pour riposter. Ce n'est que de cette manière qu'ils parviendront à faire reculer la bourgeoisie; voilà pourquoi, dès aujourd'hui, ils doivent repousser toutes les tentatives de ceux qui, comme les syndicats, gauchistes et autres partis de gauche, les appellent à défendre des intérêts particuliers de corporations ou des intérêts nationaux. Les suivre, c'est se laisser désarmer.

KW

Courant Communiste International
Revue
Internationale / 73

2^e trimestre 1993

15 FF / 75 Fb

Situation internationale
LE NOUVEAU DESORDRE MONDIAL

Crise économique mondiale
**LE CAPITALISME ALLEMAND
A BOUT DE SOUFFLE**

Décadence du capitalisme
L'IMPOSSIBLE "UNITE DE L'EUROPE"

Qui peut changer le monde ? (1ère partie)
**LE PROLETARIAT EST BIEN
LA CLASSE REVOLUTIONNAIRE**

*Le communisme n'est pas un bel idéal
mais une nécessité matérielle*
**LES REVOLUTIONS DE 1848 :
LA PERSPECTIVE COMMUNISTE SE CLARIFIE**

Campagnes anti-corruption en Italie

VOULOIR UN "ETAT PROPRE", C'EST DEFENDRE L'ETAT BOURGEOIS

■ Que se passe-t-il donc en Italie ? Se trouverait-il au moins là-bas quelques magistrats et autres politiciens bourgeois honnêtes ayant le courage de débiller publiquement toutes les affaires de corruption impliquant des élus, des ministres, des entrepreneurs, acoquinés avec la mafia ? A en croire les médias, oui. Apparemment, il en est certains, comme le juge Antonio Di Pietro, qui veulent en finir une fois pour toutes avec ce mal paraît-il typiquement italien, véritable chancre qui pourrit toute la sphère politique et économique de la péninsule. Pour preuve l'opération "mains propres" qui, ouverte depuis quatorze mois, se solde déjà par 1356 arrestations et 1200 informations judiciaires. Pas moins de 1487 industriels et hommes d'affaires, 852 fonctionnaires et 152 parlementaires sont sous la loupe des juges. En outre, il ne s'agit pas de menu fretin dans la mesure où Bettino Craxi, le leader du Parti Socialiste, et Giulio Andreotti, celui de la Démocratie Chrétienne, tous deux anciens chefs de gouvernement, sont inquiétés.

Cependant ce que la classe dominante ici ne dit pas, c'est que la corruption et toutes ces moeurs de gangsters ne sont absolument pas l'apanage de la seule botte italienne. Il en va en quelque sorte de ces pratiques bourgeoises comme de la syphilis, ce sont toujours les autres qui la colportent; en France on l'appelait le "mal de Naples", en

Italie on l'a désignait comme étant le "mal français". Pourtant en réalité, ce type de comportement véreux est bien l'expression de l'être-même de la bourgeoisie, il s'agit là de son mode de vie naturel. La bourgeoisie française, depuis le scandale de Panama à la fin du XIX^e siècle en passant par l'affaire Stavisky dans les années trente, ou plus récemment avec tous les délits d'initiés compromettant ouvertement l'Elysée, nous a déjà montré à quel point elle était marquée par la vérole. Elle est donc fort bien mal placée pour oser donner des leçons de morale à sa consœur italienne.

Toutefois, si cette attitude fort peu hygiénique de la bourgeoisie n'a cessé de se dégrader tout au long de son histoire, pourquoi aujourd'hui en Italie confine-t-elle carrément à l'exhibitionnisme ?

Premièrement, à travers tous ces assassinats et autres règlements de comptes, il y a la marque d'un réel affrontement entre différentes cliques bourgeoises, dont la mafia et ses alliés au sein de l'appareil d'Etat italien font les frais. En effet, comme nous l'avons déjà démontré dans un article précédent à l'occasion des exécutions des juges Falcone et Borsellino (voir RI n° 215), la forte implantation mafieuse d'origine italienne aux Etats-Unis, explique pourquoi la mafia a toujours su se ranger du côté du plus grand parrain : l'Oncle Sam. Ainsi en 1943, lorsque les Alliés

débarquèrent en Sicile, ils purent, grâce aux appuis locaux du célèbre truand incarcéré Lucky Luciano, être aidés dans leur avance. Cela valut d'ailleurs à ce dernier une libération anticipée. Bien entendu ceci se vérifia tout au long de la guerre froide, période durant laquelle la mafia et toutes ses nombreuses ramifications au sein de l'Etat, jouèrent la carte américaine au grand poker qui les confrontait à l'URSS. Mais depuis l'effondrement du Mur de Berlin, cette époque n'est plus. Si les alliances entre les différents gangs bourgeois continuent, certains ne se rangent plus forcément dans le même camp. C'est le cas justement des bandits bourgeois italiens qui dans leur ensemble ont préféré, intérêts obligent, rejoindre la bande des bourgeois franco-allemands contre les Américains. Ce changement de stratégie impérialiste, majoritaire au sein de la bourgeoisie italienne, explique pourquoi les prometteurs et leurs partisans tombent actuellement et, bien logiquement, surtout à l'intérieur de "Cosa Nostra" et de la "Camorra". Ceci étant, il est bien évident qu'il se trouve sûrement certains clans mafieux tout à fait prêts à faire leur la nouvelle orientation impérialiste, et qui, par conséquent, n'hésitent pas à "balancer" certains rivaux moins convaincus par la récente option anti-américaine.

Deuxièmement et surtout, l'étalage sur la place

publique de toutes ces affaires vise à embarquer la classe ouvrière sur le terrain vicié de la défense de "l'Etat propre". Pour preuve toute la campagne orchestrée récemment autour du référendum qui, en modifiant les institutions dans un sens majoritaire, prétend lutter contre le clientélisme inhérent, paraît-il, au système proportionnel. Rien n'est plus trompeur, il n'y a qu'à voir le mode de scrutin français de type majoritaire, c'est édifiant ! Dans le cas de l'Italie où la bourgeoisie a affaire à une classe ouvrière particulièrement politique et combative, ce qui c'est encore révélé au cours des luttes de l'automne, il s'agit par-dessus tout d'attirer le prolétariat dans un traquenard. Et avec plus de 80 % de votes exprimés en faveur des réformes, il est à déplorer que l'ensemble des ouvriers s'est laissé piéger. Pourtant rien n'y changera. L'histoire nous montre que partout depuis leur constitution, les différents Etats bourgeois, et ce quelque soit leur mode de représentation, se sont toujours montrés corrompus, corrupteurs, assassins. Non, plus que jamais la classe ouvrière doit reprendre le chemin de ses luttes, refuser de tendre une oreille conciliante aux chants de sirènes de tous les politiciens bourgeois, ne compter que sur elle-même, c'est là sa seule planche de salut.

Greg

10ème CONGRES DU CCI

L'organisation des révolutionnaires face à la reprise des combats du prolétariat

■ Le Courant Communiste International a tenu récemment son 10ème congrès international. Le congrès international constitue la plus grande instance organisationnelle du CCI, il condense sa vie collective, l'unité de ses principes, son homogénéisation politique, à l'échelle internationale. Il s'agit d'un moment d'une importance particulière dont la préparation nécessite l'implication de tous les militants plusieurs mois auparavant et dans lequel l'organisation tire un rapport de son activité au cours des deux années passées, évalue la validité de son cadre d'analyse de la situation internationale, en particulier sur le plan de la lutte de classe, et trace des perspectives pour la période à venir. Mais la signification du congrès international ne concerne pas seulement l'organisation elle-même, mais également toute la classe ouvrière, dont le CCI constitue une fraction d'avant-garde. C'est pour cela qu'il doit rendre compte à l'ensemble de la classe de ses travaux.

L'analyse constante d'une réalité historique qui s'accélère sans cesse

Le 9ème congrès international, en 1991, avait confirmé la validité du cadre d'analyse du CCI concernant l'entrée du capitalisme décadent dans sa phase de décomposition, les enjeux historiques posés par l'effondrement du bloc de l'Est, la désintégration de l'URSS, la disparition du bloc occidental et l'entrée dans une situation d'instabilité et de chaos croissants, les nouveaux conflits impérialistes dont la guerre du Golfe fut le premier épisode. Ce congrès avait rendu compte de la manière dont pesait alors sur la grande majorité de la classe ouvrière le recul de sa conscience, la perte momentanée d'une perspective historique, le frein dans sa combativité que ces événements, de même que la campagne sur la "mort du communisme" avaient provoqués. Il avait adressé un appel aux groupes sérieux du milieu politique prolétarien afin de stimuler la discussion en son sein, et avait souligné la signification du surgissement de petites minorités de la classe ouvrière qui avançaient à contre-courant, à la recherche d'une clarification et d'une activité militante révolutionnaire. Ces minorités sont l'expression du fait que, malgré son recul momentané, le prolétariat n'avait pas subi de défaite susceptible de remettre en cause le cours historique actuel vers des affrontements de classes décisifs.

Dans ces conditions, le 9ème congrès avait la responsabilité particulière de maintenir et réaffirmer la cohérence et la vision générale du CCI sur la situation internationale, d'empêcher l'organisation de prendre du retard dans ses analyses face à l'accélération de l'histoire, de même que d'expliquer à la classe ouvrière les causes des événements qu'elle vivait, de l'aider à limiter les effets du recul de sa conscience et de sa combativité, de lui montrer la validité d'une perspective révolutionnaire. Ce congrès avait donné comme priorité à l'organisation les tâches d'approfondissement théorique, de propagande et de discussion avec les éléments en quête d'une clarification, en vue d'asseoir sur des bases plus solides le travail de l'organisation révolutionnaire.

Depuis 1991, la situation historique n'a cessé de s'accélérer. Le 10ème congrès international du CCI a tiré un bilan positif quant à la capacité de l'organisation à suivre de près la situation internationale et à prévoir dans les grandes lignes son évolution. Contre le schématisme ou la spéculation qui pourrait tenter d'entraîner tout observateur superficiel face au vertige provoqué par les événements, le congrès a permis de réaffirmer, au cours de ses travaux, la méthode dialectique du marxisme, seule capable d'appréhender, tant dans leur globalité que dans leurs moindres détails, les événements que nous voyons se succéder les uns après les autres dans la situation présente.

Le capitalisme sombre toujours plus dans la récession, les guerres et le chaos

La décomposition du capitalisme se développe implacablement, imprimant sa marque sur tous les aspects de la situation mondiale. Les tensions impérialistes entre tous les pays s'aggravent, faisant surgir de nouveaux conflits guerriers dans toutes les parties du monde sans que pour autant

les conflits précédents ne soient réglés. Le conflit qui s'aiguise entre les grandes puissances, exprimant une tendance qui rencontre des obstacles difficilement surmontables, vers la constitution future d'un nouveau couple de blocs impérialistes antagoniques (autour des seuls candidats viables, l'Allemagne et les Etats-Unis), se développe de façon toujours plus sordide et imprime déjà sa marque sur tous les conflits régionaux, sur tous les continents. Le chaos pénètre par tous les pores de la vie de la bourgeoisie, comme le révèlent les scandales politiques qui se succèdent au sein de la classe dominante dans les pays les plus stables, les coups d'Etat et les conflits ethniques ou religieux dans les pays les plus faibles, lesquels sont déjà parvenus à provoquer l'éclatement de certains d'entre eux. La crise économique a atteint un degré d'une gravité jamais vue, avec l'augmentation incessante des ravages de la récession mondiale qui frappent aujourd'hui de plein fouet y compris les pays les plus puissants, révélant toute l'absurdité à laquelle est parvenu ce mode de production. Une absurdité qui réside dans le fait que des millions d'êtres humains sont menacés de mourir de faim dans les pays du tiers-monde et que des centaines de milliers d'ouvriers sont jetés à la rue et condamnés à la misère dans les pays les plus développés, uniquement parce qu'il y a une surproduction de marchandises qui ne trouve pas de débouchés à cause des lois aveugles du profit capitaliste. Tous ces aspects : la crise économique, les conflits impérialistes et le chaos, s'entremêlent, se stimulent et s'aggravent mutuellement, dans une spirale de barbarie sans fin.

Ainsi, par exemple, la guerre dans l'ex-Yougoslavie n'est pas un chaos isolé de la situation mondiale, mais un concentré de toutes les contradictions qui traversent le capitalisme en décomposition et qui ne font que s'aggraver toujours plus. Si nous pouvons, bien sûr, trouver à l'origine de cette guerre les conflits qui déchirent les différentes cliques bourgeoises locales, derrière les conflits ethniques aiguës par la décomposition, très vite la guerre est devenue le terrain privilégié où se dévoilent les rivalités et les alliances entre les grandes puissances.

Un tournant dans la situation de recul de la classe ouvrière

Cependant, le volet de la situation internationale que le 10ème congrès du CCI a souligné avec le plus de force, a été celui que, contre-courant de la barbarie capitaliste croissante, les luttes du prolétariat international viennent de remettre au premier plan de la scène historique, révélant ouvertement la validité d'un cours historique vers des affrontements de classe décisifs qui pourront ouvrir dans le futur une nouvelle période de révolution mondiale du prolétariat.

Le 10ème congrès a ratifié et approfondi l'analyse du CCI sur le tournant qui s'est produit sur le plan de la lutte de classe. Lors du précédent congrès, la classe ouvrière se trouvait dans une situation de recul profond dans sa conscience, de perte momentanée parmi la majorité de ses membres, de toute perspective d'une société meilleure. Cette situation de recul affectait sa combativité du fait notamment du sentiment d'impuissance qui l'avait gagnée face aux événements de la situation mondiale, en particulier la guerre du Golfe. Aujourd'hui, le prolétariat est entré dans une phase de ressurgissement de sa combativité, de sa lutte de classe face au fait que le capitalisme, loin d'être entré dans un "nouvel ordre mondial", ne peut provoquer qu'une dégradation brutale et croissante des conditions de vie des ouvriers, tant du fait de l'aggravation inéluctable de la crise que de la multiplication des menaces de guerres. Ainsi, au cours des derniers mois, on a vu se succéder les luttes massives et très combatives du prolétariat en Italie à l'automne 92, les manifestations des ouvriers en Grande-Bretagne contre la fermeture des mines, les expressions de combativité du prolétariat en Allemagne face aux licenciements massifs, de même que dans d'autres pays d'Europe et d'autres continents.

Néanmoins, le ressurgissement actuel des luttes ouvrières ne signifie pas pour autant que le prolétariat a récupéré ou qu'il va récupérer rapi-

dement une perspective à long terme, une perspective révolutionnaire. La classe ouvrière doit parcourir un chemin difficile pour étendre sa conscience de classe. La période de luttes qui s'ouvre aujourd'hui sera cruciale pour permettre à la classe ouvrière de se remémorer et se réapproprier les expériences que lui ont laissées les deux décennies précédentes de luttes contre la bourgeoisie et ses instruments de domination, incluant toutes les formes de syndicats. Cette période sera déterminante pour lui permettre de retrouver confiance en ses propres forces, de renouer avec la recherche de la solidarité, de l'extension et de son unification dans les luttes.

Le congrès n'a pas sous-estimé les difficultés que la classe ouvrière aura à rencontrer sur chemin. L'explosion des luttes massives, pleines de combativité, en Italie a marqué la sortie de la période de recul dans la combativité de la classe ouvrière à l'échelle internationale. Cependant, les ouvriers en Italie constituent un des secteurs du prolétariat mondial parmi les plus expérimentés et les moins désorientés par l'effondrement du stalinisme. Il se passera donc un certain temps avant que des luttes aussi étendues que celles que nous avons vues en Italie se produisent dans d'autres pays. Ce à quoi nous assisterons, c'est à un ressurgissement de luttes, certainement dans plusieurs pays et particulièrement au cœur du capitalisme, en Europe occidentale, mais il s'agira de luttes dispersées, caractérisées par de grandes difficultés à se dégager du contrôle syndical et même, pour la plupart, à rompre l'isolement et à partir à la recherche de l'extension vers d'autres secteurs. Le congrès du CCI a affirmé clairement que la bourgeoisie affûte toutes ses armes contre le prolétariat, que ce soit les syndicats, et particulièrement les syndicats "de base" ou "radicaux", ou que ce soit ses partis de gauche. Le congrès a également mis en évidence que la bourgeoisie tentera également d'utiliser les effets de la décomposition de son système pour dévoyer le prolétariat de son terrain de lutte et l'entraîner dans des impasses, par exemple en lui présentant la fausse alternative "défendre les institutions démocratiques ou laisser libre cours à la montée du fascisme, du racisme et de la xénophobie".

Le congrès a également attiré l'attention sur les difficultés que rencontrent actuellement les ouvriers pour se lancer dans la grève, étant donnée la menace de licenciement qui pèse sur leur tête en permanence, et l'inefficacité des grèves usine par usine, pour défendre leurs conditions de vie et de travail. En ce sens, il est probable que les manifestations de rue comme lieux de rencontre et de lutte, d'homogénéisation des revendications et des objectifs, d'identification et d'unification, d'évaluation de leurs forces, vont revêtir, pour le développement de la lutte du prolétariat, une plus grande importance que les grèves (ce qui ne veut pas dire que celles-ci ne vont plus avoir, elles aussi, une importance). D'autre part, le congrès n'a pas perdu de vue la possibilité pour les chômeurs, avec les nouvelles vagues de licenciements massifs, d'occuper une place dans les luttes ouvrières, en particulier les manifestations de rue pourront également être un lieu de solidarité, de rencontre et d'unification entre les ouvriers qui ont un emploi et ceux qui ont été licenciés.

Le CCI fait face à ses responsabilités

Ainsi, dans la continuité du 9ème congrès, le 10ème congrès international du CCI se devait de confirmer la validité du cadre d'analyse de l'organisation, de l'actualiser, face à l'accélération des événements historiques. Cependant, le 10ème congrès devait relever également un autre défi, plus important, déterminé par le tournant dans la situation de la classe ouvrière, l'augmentation de sa combativité et la reprise de ses combats : préparer l'organisation à une intervention décidée dans les prochaines luttes ouvrières. Tout en sachant que ces luttes ne prendront pas nécessairement au début un caractère massif, qu'elles ne présenteront peut-être pas beaucoup de possibilités d'extension, le CCI devra y être présent, pour les animer, impulser leurs potentialités, et pour dénoncer en même temps les manœuvres de la bourgeoisie et pour mettre en garde les ouvriers contre le gaspillage inutile de

forces que des luttes longues et isolées pourraient provoquer dans leurs rangs. Tout en sachant que le poids du recul dans la conscience se maintient encore dans la majorité du prolétariat, le CCI devra en particulier dans chaque lutte mettre en avant les intérêts communs tant immédiats qu'historiques de la classe ouvrière, au-delà des intérêts de tel ou tel groupe d'ouvriers, de tel ou tel secteur ou usine.

Avec comme préoccupation que l'histoire s'accélère toujours plus et que nous sommes entrés dans une nouvelle période de luttes du prolétariat, le congrès international a réaffirmé la nécessité du renforcement international centralisé du CCI, lequel constitue l'axe de toute son activité et détermine l'accomplissement de toutes ses tâches. Pour donner une idée de ce que représente ce fonctionnement international, il suffit de voir comment la capacité de l'organisation à parler d'une seule voix dans une douzaine de pays peut se traduire indiscutablement en une force supplémentaire pour le prolétariat dans la mesure où les expériences de luttes dans certains pays peuvent être répercutées au sein de la classe ouvrière des autres pays, ce qui est d'autant plus important que la bourgeoisie organise au niveau international un black out sur les luttes les plus significatives du prolétariat (comme ce fut le cas pour les luttes en Italie), alors qu'elle présente partout les défaites des ouvriers comme des "victoires" (comme lorsqu'ils sont pris dans les pièges des syndicats).

Le congrès a mis en exergue la nécessité de renforcer nos principaux outils d'intervention : les publications territoriales et la Revue Internationale. Pour ce qui concerne les premières, il s'agit à la fois d'approfondir nos prises de positions, d'améliorer la lisibilité de notre presse, de faire en sorte que "le marxisme s'exprime de façon vivante". Concernant la Revue Internationale, le congrès a souligné sa qualité, véritable expression de la capacité du CCI à remplir son rôle de pôle de clarification théorique et politique.

Par ailleurs, le 10ème congrès a mis en évidence que le CCI doit mener une intervention plus décidée envers les autres groupes du milieu politique prolétarien. Le congrès a constitué un moment de remobilisation de notre travail de discussion et de déclamation politique, ainsi que de notre responsabilité dans la défense de ce milieu politique prolétarien. Le congrès a également attiré l'attention sur l'évolution négative des groupes parasites dont l'attitude destructrice face à ce milieu les situe en dehors de celui-ci.

Enfin, le 10ème congrès international du CCI a été extrêmement positif pour notre organisation, et nous sommes convaincus qu'il l'a été également pour la classe ouvrière dans son ensemble. Le CCI en est sorti mieux armé pour remplir ses responsabilités dans la période à venir, pour mener une intervention décidée dans les luttes, et donner à la classe ouvrière une orientation politique révolutionnaire claire et cohérente. Ce congrès a été une manifestation de l'esprit critique, solidaire, unitaire, militant et internationaliste, qui anime en permanence le CCI, organisation révolutionnaire prolétarienne internationale. D'une certaine façon, il peut être considéré par la classe ouvrière, comme un miroir qui doit lui servir à voir se refléter ses propres potentialités. Ce sont ces potentialités pour développer ses luttes et s'unifier à l'échelle internationale qui font de la classe ouvrière mondiale la seule force capable de mettre fin à la barbarie capitaliste et de sauver l'humanité.

Courant Communiste International (22/4/93)



TROTSKI EST-IL PASSE DANS LE CAMP BOURGEOIS DANS LES ANNEES 30 ?

■ Dans le n° 151 de "World Revolution" (notre organe de presse en Grande-Bretagne) comme dans "RI" n° 209, nous avons publié un article intitulé : "Malgré ses graves erreurs, Trotski n'a pas trahi le prolétariat". Nos arguments étaient les suivants : il est nécessaire de distinguer Trotski du trotskisme. Ce dernier, en tant que courant politique, est passé dans le camp bourgeois par sa participation aux fronts de "résistance" durant la seconde guerre mondiale et par son soutien "critique" à l'impérialisme russe, donc, par voie de conséquence, aux Alliés. De cela, posions-nous, il n'est cependant pas correct de déduire que Trotski lui-même avait définitivement trahi la classe ouvrière. En dépit de nombreuses et graves erreurs qui le conduisaient dans cette direction, le dernier pont n'a pas été franchi parce que sa position est restée ouverte sur la question cruciale de la guerre mondiale impérialiste et sur celle de la "défense de l'URSS". Trotski est mort en 1940, avant la généralisation du conflit à toutes les puissances du monde.

Quand un groupe politique prolétarien a-t-il définitivement cessé de vivre pour la classe ouvrière ?

L'histoire du mouvement ouvrier nous montre qu'une organisation politique passée en tant que telle dans le camp ennemi, celui de la bourgeoisie, est définitivement perdue pour le prolétariat. En ce sens, ni la social-démocratie ni les partis communistes issus de la IIIe Internationale (IC), qui ont respectivement trahi la classe ouvrière en 1914 et 1935, ne redeviendront jamais plus ouvriers. Mais la même expérience nous révèle aussi que la trahison ne met pas immédiatement fin à toute réaction prolétarienne au sein des organisations faillies. C'est par exemple de ces réactions au cœur des PS après 1914 que naîtront, après une âpre lutte politique de plusieurs années, l'IC et les PC. Il en est allé de même pour les groupes trotskistes. Si, dans leur globalité, les courants trotskistes sont passés avec armes et bagages au service de la bourgeoisie à l'occasion de la seconde guerre mondiale, on sait que durant ce conflit impérialiste et même après, entre 1945 et 1949, des éléments indéniablement prolétariens, prenant acte de la trahison, ont combattu pour dégager du trotskisme des minorités qui maintenaient ferme le principe internationaliste. Citons les Revolutionäre Kommunistische Deutschlands (RKD) et, en Grèce, le groupe autour de Stinas, pendant la guerre ; Munis, Natalia Trotski, la propre épouse et compagnon de lutte du grand révolutionnaire, ainsi que Socialisme ou Barbarie, au lendemain de la tuerie impérialiste. Nous souhaitons donc encore une fois, ici, rétablir l'exactitude de notre position. Quand Staline a fait assassiner Trotski, en 1940, il n'était pas en compétition avec un "bureaucrate" capitaliste rival, mais il cherchait à supprimer l'homme qui, plus qu'aucun autre à ce moment-là, restait le symbole de la révolution prolétarienne mondiale.

Notre position a soulevé des incompréhensions et même un certain degré de scandale dans le

milieu révolutionnaire. Chez certains, cela donne matière à un honnête questionnement pour les camarades qui partagent plusieurs de nos positions fondamentales. Mais d'autres réactions sont malhonnêtes parce qu'elles proviennent :

- soit de ceux qui considèrent Trotski et l'Opposition de Gauche comme un gang rival des "bureaucrates" capitalistes autour de Staline et Cie (il s'agit de divers groupes et éléments conseillistes) ;

- soit de ceux qui se servent de n'importe quel argument pour "prouver" que le CCI dégénère en direction du trotskisme. Parmi ces derniers, on trouve le cénacle qui publie Perspectives Internationalistes, véritable parasite du milieu politique prolétarien actuel.

Une campagne contre le CCI

Ce qui est plus nouveau, c'est l'attitude d'une organisation marxiste comme la CWO (1) - que nous jugions encore comme sérieux (2) de même que l'ensemble des groupes se réclamant de la Gauche Communiste d'Italie -, qui cherche à trouver des justifications "historiques" à cette piètre campagne contre le CCI. Voici comment, dans le n° 52 de son organe de presse, "Workers' Voice", au sein d'un article consacré à une réunion publique que le CCI a tenue sur l'histoire de la Fraction Italienne, ce groupe défend sa thèse :

"La question de l'opportunisme amena un membre de la CWO à demander si le CCI n'était pas en train de devenir 'opportuniste' aujourd'hui en affirmant que Trotski n'avait pas trahi la classe ouvrière. La réponse du CCI fut que Trotski n'avait jamais trahi le prolétariat car il n'avait pas soutenu les forces impérialistes pendant la seconde guerre mondiale (on est légitimement en droit de penser que, s'il n'avait pas été assassiné, il aurait certainement dénoncé l'impérialisme russe). Ils (les membres du CCI, NDR) ont alors retourné la question en demandant quand pensions-nous que le trotskisme était devenu contre-révolutionnaire..."

Notre réponse, c'est que la Gauche Italienne a défini la date. Trotski rompt les discussions avec la Gauche en 1933 et, en 1935, il abandonna toute tentative pour essayer de former une tendance révolutionnaire en insistant pour que ses épigones adoptent l'entrisme. Pour la Gauche Italienne, cela était, selon ses propres termes, 'franchir le Rubicon' dans le camp de l'ennemi..."

Si ce n'est pas une politique anti-ouvrière, alors l'entrisme est une politique révolutionnaire et nous devrions rouvrir le débat avec les trotskistes (3). Aussi pourquoi le CCI a-t-il ouvert cette porte ? Bien, nous sommes convaincus que ce n'est pas pour engager un regroupement avec les trotskistes (c'est le CCI qui nous l'a dit) mais pour justifier la carrière politique de son fondateur. (4)"

Dans ce passage, il y a une affirmation de base qui mérite immédiatement notre réplique. L'affirmation de la CWO, sur le moment où Trotski et les trotskistes sont passés dans le camp bourgeois, présente un semblant d'analyse politique,

mais elle est historiquement hors de propos.

Trotski est-il passé dans le camp bourgeois en 1935 ?

Réglons en passant un point d'histoire que nos sourcilleux contradicteurs devraient savoir, eux qui sont si prompts à fixer des dates aussi précises et sans recours. C'est en 1934 et non en 1935 que Trotski écrit "Pourquoi nous adhérons à la SFIO ?" (cet article est en effet publié en septembre 1934 par "La Vérité", organe du courant officiel trotskiste en France).

Avant de répondre sur l'histoire des relations entre la Fraction Italienne et Trotski, nous devons rappeler que des ruptures au sein du mouvement ouvrier ont existé indépendamment d'un passage de l'une ou l'autre des deux parties dans le camp bourgeois. C'est le cas des "tribunistes" hollandais, qui ont quitté la social-démocratie, et également celui des bolcheviks comme des mencheviks, qui se sont organisationnellement séparés en 1903. L'histoire plus récente du "bordiguisme" nous fournit un autre exemple : le divorce politique de 1952 entre "Battaglia Comunista" et "Programma Comunista", en Italie, ne fait pas passer un des deux groupes dans le camp de la bourgeoisie. Il en va pareillement de Trotski et de la Gauche Italienne après leur rupture organique en 1933. Celle-ci ne voulait pas dire que l'un des deux groupes avait définitivement trahi la classe ouvrière.

La CWO devrait tenir compte plus largement de l'article cité par elle, celui du n° 11 (septembre 1934) de "Bilan", l'organe de la Gauche Italienne, qui a pour titre : "Les bolcheviks-léninistes entrent à la SFIO". La Fraction y écrit certes que la tactique entriste rendait nécessaire de "mener une lutte impitoyable et sans merci contre lui (Trotski, NDR) et ses partisans qui ont passé le Rubicon et rejoint la social-démocratie". Mais elle dit aussi plus loin : "Actuellement, (Trotski) sombre et on se demande s'il s'agit d'une chute totale, définitive de sa part, ou bien s'il s'agit seulement d'une éclipse que les événements de demain dissiperont." Et en fait, trois ans après, dans le n° 38 de sa revue, la Gauche Italienne continuait d'exprimer sa solidarité foncière à Trotski. Dans le texte "Trotski pourra-t-il rester au Mexique ?", rédigé en réponse à une campagne internationale de dénigrement contre ce révolutionnaire, elle se prononce ainsi : "Nous présenterons à Trotski, duquel nous séparons de profondes divergences de principe et que nous avons combattu sur le terrain idéologique sans le confondre avec ses suiveurs, toute notre solidarité de classe. Nous appelons les ouvriers à prendre vigoureusement sa défense, et à réagir violemment contre toute atteinte à sa personne. Et demain, lorsque le feu de la révolution resurgira des cendres du mouvement ouvrier actuel, Trotski trouvera une place : celle qui revient à son dévouement indéfectible à la classe ouvrière, à ses capacités géniales..."

Ainsi, "Bilan", dont le CCI suit là-dessus l'exemple, ne classait pas Trotski dans le camp de

la bourgeoisie et ne pensait pas que la tactique entriste, bien que constituant une grave capitulation face à la bourgeoisie, représentait la trahison finale.

Mais il pourrait y avoir plus grave encore du point de vue de la CWO. En effet, la Fraction était plus pointilleuse sur la question de la guerre impérialiste. Et on se doit de rappeler que l'organe de la Fraction publiait dans son n° 46 (décembre 1937-janvier 1938) un article sur la position de Trotski face à la guerre en Chine où elle le traite de "renégat" et parle de "trahison" en fonction de son soutien à la bourgeoisie chinoise contre l'invasion japonaise. Rétrospectivement, nous pouvons affirmer que ce jugement est prématuré puisque la ligne de partage n'est pas une guerre locale mais la guerre mondiale (voir la note 3). Comme nous l'avons déjà mentionné, le Trotski de 1940 n'avait pas fermé toutes les portes à une révision des positions opportunistes et désastreuses qui l'avaient conduit à l'extrême limite du camp prolétarien, à l'orée de celui de la bourgeoisie. Et en fait, c'est bien en suivant la logique de ses dernières interrogations que Natalia Trotski, Munis et d'autres ont été capables de rompre avec le trotskisme officiel de la IVe Internationale ; en mesure de prendre une position internationaliste authentique contre l'impérialisme "soviétique" et la seconde guerre mondiale.

Le débat ne porte pas sur les faits mais sur la méthode. La Gauche Italienne nous a enseigné la prudence dans les jugements politiques. C'est une leçon que devrait méditer la CWO. Avant de rejeter définitivement un groupe politique dans le camp de la bourgeoisie - même si nous devons en dénoncer avec la plus grande sévérité les tares opportunistes -, il faut s'appuyer sur des critères concrets et objectifs comme le rejet de l'internationalisme pendant une guerre impérialiste. C'est ainsi, par exemple, que la minorité de la Fraction Italienne qui adopte la même position que Trotski en 1936 pendant la guerre d'Espagne (engagement dans les milices du POUM) est vivement stigmatisée mais n'est pas rejetée, "ipso facto", dans les rangs de la classe ennemie.

Au cours des années 70, nous avons eu une discussion du même genre avec la CWO sur la question de la dégénérescence de la Révolution russe (qui, par un décret de nos censeurs, doit à tout prix s'achever en 1921). Au milieu de la décennie suivante, nous l'avons encore eue avec la tendance qui a quitté le CCI et formé la "Fraction Externe du CCI" (FECCI), mais, cette fois-ci, la dispute portait sur la date exacte de la fin définitive des partis socialistes et communistes. Dans les deux cas nos critiques rejetaient la méthode marxiste en faveur d'un pseudo-radicalisme sectaire et armé de désastreux ultimatus du type : ou vous acceptez que le bolchevisme est mort en 1921 ou bien vous justifiez Kronstadt ; admettez que les PS trahissent tous en 1914 et les PC en telle année ou vous êtes des sociaux-démocrates et des staliens vous-mêmes.

Ayant survécu à ces diffamations, le CCI peut bien résister à l'accusation de "trotskisme". Par contre, nous insistons, dans la tradition de "Bilan", sur la nécessité d'être méthodique et prudent avant de reléguer des parties de notre propre classe dans le camp adverse.

Eymeric, d'après "Word Revolution", n° 160, janvier 1993.

Mai 68 : Le prolétariat ressurgit sur la scène sociale

(SUITE DE LA PAGE 8)

L'insistance avec laquelle cet idéologue patenté s'efforce d'appeler la bourgeoisie à garder son calme est touchante : le prolétariat n'existait pas puisque lui-même l'avait enterré !

La bourgeoisie ne manquait pourtant pas de raison pour s'affoler ; car la vague de luttes qui commença en France en Mai 68 allait secouer le monde jusqu'en 74 : d'Italie en Argentine (1969), d'Espagne en Pologne (1971) en passant par la Belgique et la Grande-Bretagne (1972), en Scandinavie et en Allemagne, la classe ouvrière allait démontrer dans la réalité sociale cette vivacité que permet de prévoir la vision marxiste et qui avait tant fait rire la bourgeoisie : "Mai 68 est la première riposte importante de la classe ouvrière à un processus de crise aiguë du système capitaliste dont l'approfondissement inévitable verra se radicaliser les luttes prolétariennes jusqu'à déboucher sur la révolution mondiale." (RI ancienne série, n°3, p. 48).

Le marxisme avait permis de prévoir l'inévitable crise économique qui allait permettre de poser la question de la destruction du système capitaliste. Il avait aussi permis de prévoir le retour fracassant du prolétariat sur la scène de l'histoire, pour mener à bien cette destruction et construire la société communiste.

Mais alors que ceux qui l'avaient enterré parlaient de révolution en mai 68 - dans le but de souligner son échec et de rendre ainsi illusoire et utopique l'idée-même de révolution -, le marxisme ne permettait pas cette impatience : si le prolétariat s'était affirmé à nouveau après cinquante années de contre-révolution, il n'avait cependant pas atteint, ni, en France en 68, ni mondialement, la maturité nécessaire pour s'imposer à la bourgeoisie et lui livrer les combats décisifs qui décideront du destin de l'humanité : socialisme ou barbarie généralisée.

La révolution sera nécessairement l'oeuvre consciente de l'immense majorité des travailleurs et cette conscience ne peut se forger qu'à travers une longue série de luttes de plus en plus radicales, avec des moments d'avancées et de recul, répondant à une dégradation de plus en plus profonde des conditions d'existence de la classe ouvrière. C'est là le sens profond de toutes les vagues de luttes internationales que nous avons vécues depuis 1968.

La méthode marxiste est vivante, ses fossoyeurs sont mal en point. C'est elle qui a permis aux révolutionnaires de ne pas céder aux chants de sirène des visions modernistes, c'est elle qui

leur a permis de comprendre et d'intervenir dans les luttes du prolétariat. C'est elle qui leur permet aujourd'hui de combattre les mensonges répandus par la bourgeoisie sur la "mort du communisme". C'est elle enfin qui leur permet d'affirmer qu'après trois ans de recul de la lutte de classe, l'aggravation catastrophique de la crise du capitalisme a créé les conditions pour une nouvelle reprise des combats ouvriers dans tous les pays.

Par le cadre international et historique qu'elle exige, seule cette méthode peut permettre aux révolutionnaires de participer activement à l'achèvement de ce processus réamorcé en 68 par la classe ouvrière, et rendre ainsi possible le triomphe de la révolution mondiale.

(d'après RI n°168, mai 1988)

(1) Nous recommandons tout particulièrement à nos lecteurs le livre de Pierre Hempel : "Mai 68 et la question de la révolution", qui peut être commandé à notre boîte postale.

(1) Communist Workers Organisation, BM Box, London WC1N.

(2) Plusieurs événements récents nous en font douter, comme la publication de façon irresponsable, dans les dernières parutions des organes de cette organisation, d'informations mettant en danger des militants révolutionnaires.

(3) Le manque de méthode de la CWO, son incapacité à saisir le concept d'opportunisme, est particulièrement révélé dans cette phrase. Les camarades ne semblent pas encore comprendre que des organisations prolétariennes peuvent défendre certaines positions fondamentalement bourgeois sans automatiquement passer dans le camp capitaliste. Pour prendre un exemple moins lointain, ce n'est pas parce que "Programme Communiste" - "Le Prolétaire" a soutenu les Khmers rouges dans les années 70, position franchement bourgeoise, qu'il faut "ipso facto" ranger ce groupe parmi les forces politiques de la classe capitaliste.

(4) La CWO évoque ici la personne de notre camarade Marc, décédé à la fin de 1990. Dans le prochain numéro de notre journal, en poursuivant la citation du même article de "Workers' Voice" avec la partie dédiée aux prétendues "icônes du CCI", nous aurons à faire justice des odieuses accusations portées contre ce militant.

REUNIONS PUBLIQUES ET PERMANENCES

La section du CCI en France organise régulièrement des réunions publiques et des permanences dans plusieurs villes.

Dans une période où les forces révolutionnaires sont éparpillées, où la discussion, la réflexion politique font cruellement défaut dans les rangs du prolétariat, ces réunions correspondent au

besoin de concentrer et ramasser toutes les préoccupations qui se font jour dans la classe ouvrière. Elles se veulent être un lieu ouvert d'échange de points de vue, d'orientation et d'élaboration de la réflexion politique et théorique, ainsi qu'un lieu de réappropriation de l'histoire de notre classe.

Alors que dans les réunions publiques les discussions s'organisent autour d'un thème précis introduit par un bref exposé de notre organisation, dans les permanences, le débat se développe à partir des questions et préoccupations des participants (actualité, histoire du mouvement ouvrier, approfondissement des positions politiques...)

SUR LE THEME :

Au pouvoir ou dans l'opposition, la gauche est toujours contre les ouvriers

GRENOBLE :

Permanence le samedi 15 mai à 15h, brasserie «La Savoie», avenue Felix Viollet (face à la gare).

Vente de la presse le samedi 15 mai au marché Saint Bruno à partir de 11h.

LILLE :

Permanence le samedi 22 mai de 14h30 à 16h30, à la MNE, 23, rue Gosselet.

Vente de la presse les 1er et 3e dimanches du mois de 11h à 12h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON :

Réunion publique le samedi 19 juin à 15h à la MAJO, 2, impasse Métral, Villeurbanne (métro République).

Permanence le mercredi 25 mai à 18h au "Bar de l'Industrie", angle de l'avenue de Saxe et du cours Gambetta, Lyon 3e (M° Saxe-Gambetta).

Vente de la presse au marché de Vaulx-en-Velin le 3e dimanche de chaque mois, à partir de 11h30 et au métro Saxe-Gambetta, le 3e vendredi de chaque mois de 17h30 à 18h30.

MARSEILLE :

Permanence le mardi 11 mai de 18h30 à 19h30 au bar-tabac "La Comète", cours Jean-Ballard (M° Vieux Port)..

NANTES :

Réunion publique le samedi 15 mai à 17h à la salle de la Fraternité, 3, rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

Permanence le vendredi 7 mai et 4 juin à 20h30, à la même adresse.

Vente de la presse au marché de la Petite Hollande le samedi 15 mai et 19 juin de 10h30 à 11h30.

PARIS :

Réunion publique le samedi 8 mai à 17h, au 27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

Permanence tous les samedis sauf celui de la réunion publique et sauf le 29 mai de 18h à 20h, même adresse

Vente de la presse au marché de St-Denis (métro St-Denis-Basilique) le 2e dimanche du mois à partir de 11h30.

Le CCI tiendra une table de presse le samedi 29 et le dimanche 30 mai, au départ des bus pour la fête de Lutte Ouvrière à la Porte de la Chapelle. De plus nous interviendrons dans les forums organisés lors de cette fête.

ROUEN :

Réunion publique le samedi 15 mai à 14h30 à la Halle aux Toiles.

TOULOUSE :

Réunion publique le vendredi 28 mai à 21h. Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourgette, route de Seysses-Toulouse.

Permanence les vendredis 7 mai, 14 mai et 6 juin à 18h30. Rendez-vous brasserie "Saint-Exupéry", avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).

Vente de la presse les dimanches 9, 16 et 23 mai de 11h à 12h au marché aux Puces (place St-Sernin).

TOURS :

Réunion publique le 22 mai à 17h au café-hôtel "Le Bordeaux", boulevard Heurteloup.

Vente de la presse les vendredis 14 mai et 11 juin de 10h30 à 11h30, au marché du Sanitas, place St Paul.

APPEL A LA SOUSCRIPTION

La participation à la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 1985 pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Pour une souscription minimale de 50 F (le

préciser nettement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de "RI" ou 5 de la "Revue Internationale" ou les numéros encore disponibles du "Bulletin d'Etudes et de Discussions".

SOUSCRIPTIONS

D.(Rouen) : 337 F.

Marseille : réunion publique du 30/1/93 : MO : 50F ; JJ : 32F ; Divers:12F

réunion publique du 13/3/93 : JCB : 70F ; JJ : 5F, Divers : 16F

Toulouse : réunion publique du 26/3/93 : JP : 100F ; May : 100F ; Christ : 100F ; Mi : 50F ;

DE : 100F ; FD : 100F ; Ros : 100F

TOTAL : 1172 F.

APPEL AUX LECTEURS

La gravité de la situation historique présente de décomposition accélérée du capitalisme exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions

qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

Courant Communiste International

Courant Communiste International

*les
syndicats
contre
la classe
ouvrière*

Mai 85

15ff/70fb

RUSSIE 1917
Début de la révolution mondiale
(2^e édition augmentée)

**LA PLUS GRANDE EXPERIENCE
REVOLUTIONNAIRE
DE LA CLASSE OUVRIERE**



Polémique dans le milieu révolutionnaire

PUBLICATIONS DU CCI :

ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258, Valencia 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 1134, 1000 Bruxelles 1 - BELGIQUE

INTERNATIONALISM

P.O. Box 288 New York, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674 Caracas 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, Box 21106, 10031 Stockholm, SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 Napoli ITALIE

WERELD REVOLUTIE

WR Postbus 11549, 1001 GM Amsterdam HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869, London WC1N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 410308 5000 Köln, 41 R.F.A.

REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600 Distrito Federal, Mexico, MEXIQUE

COMMUNIST INTERNATIONALIST (Inde)

(publication en langue Hindi)
Pour tout contact, correspondance ou souscription, écrire à l'adresse de World Revolution, avec la mention : W.R./C.I.

ABONNEMENTS :

ABONNEMENT SIMPLE (12 numéros du journal) : FRANCE : 100F ; ETRANGER : 100F ; PAR AVION : 120F
ABONNEMENT SIMPLE (4 numéros de la Revue Internationale) : FRANCE : 75F ; ETRANGER : 75F ; PAR AVION : 90F
ABONNEMENT COUPLE (journal + revue) : FRANCE : 170F ; ETRANGER : 170F ; PAR AVION : 210F

ABONNEMENT DIFFUSEUR :

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
- RI : abonnement à 3 : 240F ; à 5 : 400F.
- Revue Internationale : abonnement à 2 : 145F ; à 3 : 250F.
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS par chèque bancaire ou postal à l'ordre de "R.I.- CCP 202 3302 X-PARIS", à adresser à RI, BP 581 75027 PARIS CEDEX 01,

Pour tout virement postal fait directement à l'ordre de RI, au CCP, **veuillez expliquer les raisons du versement** (abonnement journal ou revue, commande de brochure ou soutien etc...)

REVOLUTION INTERNATIONALE
R.I. BP 581 - 75027 PARIS CEDEX 01

BROCHURES :

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE (15F + 5F pour frais d'envoi)
NATION OU CLASSE (15F + 5F)
LE TROTSKISME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE (30 F + 8F)
PLATEFORME ET MANIFESTE DU C.C.I. (15F + 5F)

ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE (15F + 5F)
LA DECADENCE DU CAPITALISME (15F + 5F)

L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION (20F + 8F)
BILAN DE LA LUTTE DES INFIRMIERES (Octobre 88) (10F + 8F)
GUERRE DU GOLFE (15F + 8F)
LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE (80F + 15F)
LA GAUCHE HOLLANDAISE (120F + 15F)
L'EFFONDREMENT DU STALINISME (20F + 8F)
LA REVOLUTION RUSSE (nouvelle édition) (15F + 8F)

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin. 9, cité Beauharnais 75011
Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267

Mai 68 : Le prolétariat ressurgit sur la scène sociale

Une fois encore, à l'occasion, cette fois-ci, du 25e anniversaire de Mai 68, la bourgeoisie ne va pas manquer de falsifier la réalité. Alors que cet événement de portée internationale a signifié le retour du prolétariat sur la scène sociale après plus de quarante ans de contre-révolution, il n'est question, dans la propagande bourgeoise que d'agitation étudiante, teintée d'utopie révolutionnaire. Décidément, la bourgeoisie ne sait qu'entretenir le mensonge, mais il est vrai qu'on y est habitué. Depuis plus de trois ans, elle ne cesse d'affir-

■ Après avoir massacré physiquement la classe ouvrière pendant les années 20 à la suite de la vague révolutionnaire du premier après-guerre, après l'avoir démoralisée et complètement déboussolée au nom de la défense de la "patrie socialiste russe" et de l'"anti-fascisme" dans les années 30, après l'avoir précipitée dans les charniers de la seconde guerre mondiale, la bourgeoisie confondait l'épuisement du prolétariat avec son asservissement. Ivre de ses victoires, ivre de la "prospérité" de l'après-guerre fondée sur des millions de cadavres, elle se croyait devenue immortelle et se moquait ouvertement de la classe porteuse du communisme et de sa conception du monde, le marxisme.

La fin des mystifications sur la disparition du prolétariat

Le mouvement de Mai 68 allait sonner le glas de ces illusions. Le repas de funérailles n'était pas encore desservi que le défunt, bien vivant, mettait fin au banquet. Et de quelle façon ! Pour son premier réveil après plusieurs décennies de torpeur, le prolétariat mondial allait mener en France la plus grande grève de son histoire : neuf millions d'ouvriers, la presque totalité de la classe ouvrière du pays, bloquant la production pendant près d'un mois. Pour la première fois de l'histoire, le vieux mythe du syndicalisme révolutionnaire du début du siècle, la "grève générale", semblait prendre corps. Comment en étions-nous arrivés là ?

Nous ne pouvons évidemment pas, dans le cadre de cet article, faire un historique, même résumé, de ces événements (1). Nous nous contenterons d'indiquer quelques uns des faits les plus importants permettant aux lecteurs qui ne les ont pas vécus de s'en faire une idée.

Même si la grève de mai 68 a surpris presque tout le monde et notamment la plupart de ses protagonistes, on ne peut dire qu'elle a éclaté comme un éclair dans un ciel bleu. En fait, depuis plus d'un an, il s'était développé en France toute une série de conflits sociaux, tels que grèves, occupations, manifestations, heurts avec la police (Dassault-Bordeaux début 67, Renault-Le Mans, Rhodia, Berliet-Vénissieux à l'automne 67, Caen, Fougères, Quimper, Redon, début 68) qui révélaient un profond mécontentement ouvrier. Mais l'événement qui agit comme détonateur en mai 68, c'est la répression qui s'abat au début du mois sur les étudiants. Parmi ces derniers, l'agitation s'était développée à partir de fin mars, notamment à l'université de Nanterre. Le 2 mai, cette

mer que ce qui s'est écroulé dans les pays de l'Est, c'est le communisme, prétendument oeuvre de la classe ouvrière, alors qu'en réalité ce fiasco n'est que celui d'un pan du monde capitaliste. Mais la classe exploitée fait flèche de tout bois et dans son entreprise de tromperie générale le souvenir de Mai 68 lui offre une nouvelle opportunité. Ainsi, plus que jamais, l'idéologie dominante cherche à marteler le mensonge suivant lequel la seule classe révolutionnaire de la société, le prolétariat, n'a ni passé ni avenir.

université est occupée par les CRS et fermée. En protestation, quelques centaines d'étudiants occupent la cour de la Sorbonne le lendemain : ils en sont chassés par les CRS qui procèdent à des arrestations. Le mot d'ordre "Libérez nos camarades" mobilise des dizaines de milliers d'entre eux toute la semaine suivante jusqu'aux barricades du 10 mai qui donnent lieu à une répression policière sauvage. Face à la colère qui s'empare de la grande majorité de la population et particulièrement de la classe ouvrière, les centrales syndicales appellent à des manifestations pour le 13 mai. Malgré la libération précipitée des détenus, ces manifestations revêtent une ampleur sans précédent : presque un million de personnes à Paris.

Ainsi, une agitation étudiante, dans l'ensemble moins importante que celle qui s'est déroulée auparavant dans beaucoup d'autres pays, a abouti, par la grâce d'une série de maladresses d'un gouvernement dépassé par la situation, et d'une répression aussi brutale que stupide, à la mobilisation de millions d'ouvriers. Mais l'incompétence et la surprise des autorités n'expliquent pas tout. Derrière cette énorme mobilisation se trouve un mécontentement beaucoup plus profond dans la classe ouvrière qui ne tarde pas à s'exprimer.

Dès le lendemain, la grève est déclenchée spontanément à Sud-Aviation-Nantes, puis à Renault-Cléon. Le 16 mai, c'est au tour de Renault-Billancourt, l'usine phare de la classe ouvrière, d'entrer dans la lutte, ce qui constitue un signal attendu par des millions d'ouvriers pour se lancer.

Grâce à la gauche et aux syndicats, la bourgeoisie reprend la situation en main

Prise au dépourvu par cette grève qui s'étend comme une traînée de poudre dans tout le pays, la CGT lance le même jour un "appel à la lutte". Comme on le dit alors : "elle prend le train en marche". Les autres centrales syndicales l'imitent. Toutes n'ont plus qu'une seule préoccupation : reprendre le contrôle d'un mouvement qui s'est déclenché indépendamment, quand ce n'était pas, contre leur volonté. Elles s'y emploient avec ardeur, notamment en prenant en charge systématiquement les occupations des usines qui, derrière les piquets syndicaux, deviennent de véritables prisons pour les ouvriers. Pour les syndicats et la PCF, il s'agit, au nom de "la protection de l'outil de travail" contre les "provocateurs" qui auraient "infiltré" les étudiants, d'éviter que les groupes "gauchistes" (maoïstes et trotskistes) dont ils craignent la concurrence, et surtout les

révolutionnaires, ne viennent "contaminer" les ouvriers. Il s'agit surtout de diviser, d'isoler les différents secteurs de la classe ouvrière, chacun dans son coin, pour empêcher celle-ci de se constituer en une force unie qui représenterait un danger bien plus important pour la bourgeoisie et serait bien plus difficile à vaincre par cette dernière. Ces manoeuvres ne suffisent pas à empêcher l'extension du mouvement - laquelle se poursuit jusqu'à la fin du mois - ni le déroulement, souvent dans les facultés occupées, de nombreuses discussions impliquant des dizaines de milliers d'ouvriers et abordant toute sorte de sujets intéressant la classe ouvrière : le rôle des syndicats, les conseils ouvriers, la révolution, comment lutter aujourd'hui etc... Avec un certain retard sur le PCF et les syndicats, les autres secteurs de l'appareil politique bourgeois reprennent leurs esprits. Le 24 mai, le gouvernement, en même temps qu'il provoque une nouvelle fois les étudiants en expulsant Cohn-Bendit, le leader des étudiants de Nanterre, propose l'ouverture de négociations réclamées à cor et à cri par les syndicats. Les 25 et 26 mai, tous les dirigeants des centrales syndicales et des organisations patronales élaborent, sous la présidence de Pompidou, premier ministre, les accords dits de Grenelle destinés à brader la grève ouvrière. Ces accords, s'ils comportent une augmentation de 35% du salaire minimum (ce qui ne concerne que 7% de la classe ouvrière) ne proposent que 10% d'augmentation ce qui équivaut, compte tenu d'une perte moyenne de 4% du salaire due à la grève et aux hausses de prix qui s'annoncent, une élévation du pouvoir d'achat bien moindre que celle des années précédentes (qui déjà n'étaient pas fameuses).

Les ouvriers ressentent ces accords comme une gifle. Venu les présenter à Renault-Billancourt le matin du 27 mai, Séguin, secrétaire général de la CGT, se fait abondamment siffler. Il ne réussit à sauver sa mise qu'en se désolidarisant d'un texte qu'il a élaboré pendant deux jours avec ses comparses du patronat et du gouvernement et alors qu'il a déclaré aux journalistes quelques heures auparavant : "La reprise ne saurait tarder". Pour ne pas perdre le contrôle de la situation, la CGT reprend à son compte le mot d'ordre "Le combat continue !" pendant que d'autres forces bourgeoises de "gauche" viennent compléter son travail de sabotage. C'est ainsi que, le même jour, se tient au stade Charléty, à Paris, un grand rassemblement destiné à récupérer derrière une "alternative de gauche" les ouvriers écoeurés par les manoeuvres de la CGT. On y retrouve côte à côte la CFDT (syndicat proche du PS mais qui, durant les grèves, s'est donné de airs de "radicalisme" vis-à-vis de la CGT), les groupes gauchistes (maoïstes, trotskistes et anarchistes), Cohn-Bendit (rentré illégalement en France) et Mendès-France (ancien Président du Conseil). La CGT n'est pas en reste : le 29, elle organise une grande manifestation à Paris où elle fait acclamer le slogan "Gouvernement populaire".

Le 30 mai, c'est aux autorités officielles de repasser à l'offensive. De Gaulle fait un discours où il annonce la dissolution de l'Assemblée Nationale et la tenue d'élections fin juin. En même

temps, ses troupes sont rameutées et participent à une grande manifestation sur les Champs-Élysées. Le gouvernement appelle à ouvrir des négociations branche par branche. Les syndicats, et en particulier la CGT, se précipitent sur cette opportunité permettant de faire reprendre les secteurs (tel EDF-GDF) où les propositions patronales vont au-delà des accords de Grenelle. Ils renforcent cette pression en faveur de la reprise par toutes sortes de manoeuvres comme la falsification des votes, les mensonges sur de prétendues "reprises", l'intimidation au nom de la lutte contre les "provocateurs gauchistes". Un de leurs grands arguments est qu'il faut reprendre le travail afin que les élections, censées "compléter la victoire ouvrière", puissent se dérouler normalement. "L'Humanité" titre : "Forts de leur victoire, des millions de grévistes reprennent le travail". Malgré cela de nombreuses poches de résistance se maintiennent, comme à Renault-Flins, Peugeot-Sochaux où la répression fait plusieurs morts, ainsi qu'à Citroën-Javel où le travail ne reprend qu'après le premier tour des élections, le 23 juin.

La reprise historique du prolétariat mondial

Finalement, la formidable grève de mai-juin 68 devait aboutir à une défaite pour la classe ouvrière. Mais ce fut une expérience incomparable où des millions d'ouvriers ont été confrontés aux problèmes qui se posent à leur classe, où en particulier ils ont dû affronter le sabotage des syndicats (de nombreuses cartes syndicales furent déchirées en juin 68). Mais surtout, Mai 68, par son ampleur, révélait qu'il ne s'agissait pas d'une simple péripétie "française" de l'agitation estudiantine des années 60, la révolte contre "la société de consommation" ou la "société du spectacle". C'était bien une nouvelle période qui s'ouvrait dans l'histoire du prolétariat mondial.

Cette nouvelle période, seuls pouvaient en prévoir et reconnaître la venue ceux, les révolutionnaires marxistes, qui savaient que le capitalisme décadent est totalement incapable de surmonter ses contradictions économiques. C'est sur cette base que nos camarades d'"Internacionalismo" au Venezuela (groupe précurseur du CCI) saluaient, dans le numéro 9 de leur revue, l'année 68 car elle devait se signaler par un surgissement mondial des luttes ouvrières stimulées par l'aggravation de la crise.

Pour sa part, évidemment, l'intelligentsia tendait encore à pérorer. En particulier, en s'appuyant sur le rôle de détonateur joué par l'agitation des étudiants et sur le succès du verbiage révolutionnaire en leur sein, elle surévaluait complètement leur rôle dans les événements de mai afin de rabaisser celui de la classe ouvrière. Ainsi, Castoriadis écrivait péniblement : "U est de première importance de dire bien haut et avec calme qu'en Mai 68, le prolétariat n'était pas l'avant-garde révolutionnaire de la société, qu'il n'était que l'arrière-garde muette".

(SUITE PAGE 6)

NOS POSITIONS

* Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du XXe siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploitateurs.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front anti-fasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir » en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

• La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

• L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

• Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la *Ligue des Communistes de Marx et Engels* (1847-52), des trois Internationales (*l'Association Internationale des Travailleurs*, 1864-72, *l'Internationale Socialiste*, 1884-1914, *l'Internationale Communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la 3e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les *gauches allemande, hollandaise et italienne*.

